

## LE POUVOIR EN CISJORDANIE : UN COMBAT A QUATRE (\*)

Jean-François Legrain  
Chercheur CEDEJ.

Vingt ans après la guerre éclair de juin 1967, les territoires arabes conquis alors par Israël demeurent toujours sous occupation. Les tous derniers événements avec leurs victimes quotidiennes rappellent avec violence cette dure réalité <sup>(1)</sup>. La Cisjordanie et Jérusalem-Est comptent quelque 950.000 Palestiniens, 65.000 colons répartis en 118 implantations en Cisjordanie et 80.000 colons à Jérusalem ; Gaza compte 525.000 Palestiniens et 2.700 colons. Israël contrôle plus de 50 % de la terre en Cisjordanie. Entre avril 1986 et mai 1987, 3.150 incidents divers ont été répertoriés, 150 objets incendiaires ont été lancés, 65 attaques à l'arme à feu, le poignard ou l'explosif ont été commises ; 22 Palestiniens et 2 Israéliens ont été tués, 67 Palestiniens et 62 Israéliens ont été blessés. Près de 3.000 manifestants et 1.550 accusés d'activités "terroristes" ont

---

(\*) Ce texte est une ébauche du premier chapitre d'un ouvrage consacré à la Cisjordanie qui devrait paraître courant 1989 ; les notes ont, ici, été réduites au minimum et les documents d'illustration retirés.

(1) Jean-François LEGRAIN, "Territoires occupés par Israël : une insurrection à coups de pierres — 1 et 2", *Esprit*, mai 1988 et juin 1988. Les événements récents ont déjà suscité une littérature abondante parmi laquelle nous avons retenu : Hassan ABDULLAH, "Realities and facts emerge", *al-Awdah weekly* (Jérusalem), 22 février 1988 ; Amon KAPELIOUK, "Le cri étouffé des Palestiniens", *Le Monde Diplomatique (MD)*, janvier 1988 ; id., "Un Etat sans défense ? La dérive israélienne", *MD*, mars 1988 ; Jean-Pierre LANGELLIER, "Quand l'histoire s'emballe ...", *Le Monde*, 13 janvier 1988 ; Yehuda LITANI, "From civil strife to rebellion", *Jerusalem Post (JP)*, 19 décembre 1987 ; id., "Inside PLO, strategic dilemma", *JP*, 26 février 1988 ; Yeroshima PORATH, "A united uprising", *Jerusalem Post Magazine*, 4 mars 1988 ; *Le Middle East International (MEI)* dans chacune de ses livraisons tient une chronique intéressante ; *La Revue de la Presse* du CEDEJ (Le Caire) consacre l'un des dossiers à l'impact du soulèvement sur la scène égyptienne dans son numéro 29, 4<sup>e</sup> trim. 1987.

été incarcérés. En 1985-86, on avait repertorié 4.000 troubles divers ; à titre de comparaison, la moyenne entre 1977 et 1982 était de 500 <sup>(2)</sup>.

Dépourvue de pouvoir politique indépendant, la population se trouve soumise aux influences des trois grandes forces politiques de la région, Israël en tant que puissance occupante, la Jordanie en tant que puissance nominale souveraine et l'OLP en tant que "représentant unique légitime du peuple palestinien" reconnue par l'immense majorité de la population et les Etats arabes. Ces deux dernières ne peuvent cependant agir que par procuration et se livrent une concurrence ininterrompue depuis 20 ans au gré des variations de leur puissance sur la scène arabe et internationale. Quatrième — et première — partie dans ce jeu de bras de fer, la population locale tente de survivre et d'apporter sa contribution à la lutte de libération nationale sous des formes qui lui sont siennes. Le bilan politique de ces 20 années d'occupation suit fidèlement les variations de leur rapport de force et peut se répartir en trois grandes périodes:

- Durant les 5 ou 6 premières années d'occupation, la guérilla s'impose à l'extérieur, au sein de l'OLP et du monde arabe, et ne se préoccupe pas encore vraiment des territoires occupés ; à l'intérieur, la population demeure désemparée ; malgré toute sa réticence à croire encore dans la solidarité arabe, elle se raccroche à la Jordanie, marque de son passé et de son arabité.
- L'année 1973 inaugure une nouvelle période au cours de laquelle le nationalisme palestinien s'affermi sur la scène internationale et dans les territoires occupés où il se donne par deux fois des structures organisationnelles qui lui permettent à partir de 1976 de transformer les municipalités en places fortes. La Jordanie adopte alors un "profil bas", guettant chaque faiblesse de l'OLP. Israël, entre temps, échoue à imposer un nouveau leadership, rural celui-là. La période s'achève au début des années 80 sous les coups de boutoir israéliens à l'extérieur comme à l'intérieur ; les maires sont destitués, les municipalités dissoutes et l'OLP disséminée après son départ de Beyrouth se montre de plus en plus fragilisée par des tensions internes.
- Tout est prêt après 1982 pour une troisième période durant laquelle de nouveaux notables pro-jordaniens ou proches du Fath tentent de s'imposer avec les encouragements israéliens tandis que se mettent en place les structures d'une sorte de condominium jordano-israélien devant une OLP hésitante et fragile <sup>(3)</sup>.

---

(2) Meron BENVENISTI, *The West Bank Data Project, 1987 Report*, Jerusalem, 1987, *passim*.

(3) Parmi les nombreuses publications consacrées à ces sujets, voir par exemple : Ann Mosely LESCH, *Political Perceptions of the Palestinians on the West Bank and the Gaza Strip*, The Middle East Institute, Washington, 1980 ; Moshé MAOZ, *Palestinian Leadership on the West Bank*, Frank Cass, Londres 1984 ; Shaul MISHAL, *The PLO under Arafat*, Yale University Press, Londres 1986 ; Moshe SHEMESH, "The West Bank : Rise and decline of traditional leadership, June 1987 to October 1973", *Middle Eastern Studies*, 20/3, juillet 1984, p. 290-323 ; Pamela Ann SMITH, *Palestine and the Palestinians 1876-1983*, Croom Helm, Londres 1984. On trouvera également des informations régulières dans mes "Chronologies palestiniennes" parues dans chaque livraison de la *Revue d'Etudes Palestiniennes (REP)* de 1982 à 1987 ainsi

## A - LA JORDANIE PAR INERTIE, 1967-1973

### Le leadership traditionnel

Le leadership traditionnel palestinien reposait sur les grands propriétaires terriens auxquels se sont ensuite adjoints des industriels, bourgeois d'affaires et membres des professions libérales ; le clan et sa clientèle agissaient comme source première de puissance et de légitimité. Ce leadership cependant n'a jamais su ni pu se structurer pour parvenir à la maîtrise totale de ses propres affaires. Dans un premier temps, la guerre de 1948-49, l'exode des deux tiers de la population et la perte de la majeure partie des régions littorales méditerranéennes les plus riches et développées ont considérablement réduit le pouvoir de cette élite, déjà bien entamé par la répression britannique de la révolte de 1936-39.

Durant la période de domination hachémite issue de l'annexion en avril 49 par le roi 'Abdallâh des territoires normalement destinés à former l'Etat arabe de Palestine, ou du moins ce qu'il en restait après la guerre et les conquêtes israéliennes, la base de cette élite s'est encore amoindrie. Le pouvoir central, s'appuyant exclusivement sur la rive orientale du Jourdain, a consacré ses efforts prioritaires au développement de cette seule partie du royaume ; il veillait parallèlement à étouffer toute velléité de contestation ou d'autonomie en Cisjordanie, siège principal de l'opposition animée par le Mouvement des Nationalistes Arabes (*al-Qawmiyyîn al-'Arab*), le parti Ba'th et le parti communiste jordanien. Les notables palestiniens ont ainsi été maintenus dans un état de fragmentation tant au niveau régional (entre un nord semi-industrialisé autour de Naplouse la rebelle et un sud paysan autour d'Hébron la conservatrice) que tribal (entre les partisans des Husseini écartés du pouvoir pour leur sentiments anti-hachémites, et leurs opposants groupés autour des Nachâchibî), confessionnel ou local, les empêchant de constituer un véritable leadership. L'interdiction de tout parti politique promulguée en avril 1957 a renforcé cette impossibilité à faire émerger une structure politique autonome en rive occidentale du Jourdain. Le seul pouvoir régional encore détenu par ces élites limitées aux notabilités traditionnelles liées la terre ne l'était que par la grâce du gouvernement de 'Ammân qui les avait transformées en simple médiation entre lui et la population privée de véritables représentants.

### L'impact de l'occupation israélienne

L'occupation israélienne a souhaité prendre le relai en la matière. Moshé Dayan, ministre de la Défense, en charge à ce titre des territoires occupés, peut être considéré comme le principal artisan de la politique israélienne de cette époque ainsi résumée :

---

que les rapports annuels du *Middle East Record* de 1967 à 1970 puis du *Middle East Contemporary Survey* à partir de 1976.

« Nous ne devons pas contrôler la population mais tenir le terrain afin de protéger Israël ». « En attendant (une solution globale), nous devons — sans proclamer formellement l'annexion des territoires occupés — créer des faits accomplis dans ces zones libérées » ; il justifie ainsi le lancement de la politique de colonisation-judaïsation. Le nouveau pouvoir, tout en proclamant vouloir limiter ses interventions dans les affaires politiques locales, ne tolère cependant le maintien des notabilités traditionnelles qu'en tant que courroie de transmission d'une volonté politique qui lui échapperait totalement. Il l'assigne à son rôle traditionnel de médiation avec la population locale d'une part, mais y ajoute celui d'une médiation avec la couronne hachémite d'autre part, excluant par principe toute intervention de l'OLP ou, bien entendu, des organisations de guérilla. Conformément au plan Allon, en effet, Israël fait de la Jordanie son seul interlocuteur potentiel en ce qui concerne la question palestinienne.

### La réactivation des municipalités

Israël, comme la Jordanie, trouve donc de l'intérêt au maintien en place des notables traditionnels et à la lutte contre l'émergence d'un leadership réel qui lui échapperait. Toutes rebellions ou réticences manifestées par cette élite traditionnelle ne pouvaient cependant que donner lieu à des pressions multiformes ou à son exclusion du jeu politique. Pour les Israéliens, la seule institution de notables en Cisjordanie jugée a-politique et capable de mener à bien la normalisation sociale, économique et administrative ne pouvait être que la structure municipale (épaulée par celle des Chambres de commerce). Au lendemain de la conquête, des gouvernements militaires sont installés dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, Israël refusant de reconnaître les titulaires de fonctions politiques tels que les gouverneurs des trois districts de Cisjordanie. Le 12 décembre 1967, le décret militaire 194 reconnaît la validité de la loi jordanienne de 1955 sur les municipalités. Vingt-deux municipalités seront ainsi réactivées en 1967-68.

Israël, ostensiblement, refuse d'interférer dans leurs affaires mais leur interdit cependant tout apport financier jordanien durant les deux premières années de l'occupation. Malgré leur réduction à un rôle purement administratif, les maires étendent très vite leur champ d'activité au domaine politique par la multiplicité des tâches nécessitant des contacts avec les autorités militaires. Intervenant pour les questions touchant aux prisonniers, aux expulsions ou à la réunion des familles, ils deviennent tout naturellement et contre le gré des Israéliens les porte-parole de la population auprès du gouvernement militaire, abandonnant ainsi leur ancien rôle de simple courroie de transmission des décisions du pouvoir.

Un leadership apparaît ainsi peu à peu, en confrontation et en alliance selon les cas avec les couches de la population jusque là écartées du pouvoir et de la prise de parole mais disposées à devenir leadership elles aussi, — intellectuels, industriels, journalistes ou membres des professions libérales —, travaillées par les courants nationalistes de gauche.

## L'absence de l'OLP

La guerre de 1948-49 suivie de l'annexion par la Transjordanie de la rive occidentale du Jourdain avait réduit le problème palestinien à une question de frontières entre Israël et les Etats arabes en guerre d'une part, et à une question humanitaire de relogement des réfugiés d'autre part. La guerre de 1967 et l'occupation israélienne vont accélérer le processus de prise de conscience d'une identité proprement palestinienne inauguré à la fin des années cinquante à Gaza et dans la dispersion. Avec l'effondrement des armées arabes, le nationalisme pan-arabe perd de sa crédibilité et les Palestiniens se rendent compte qu'ils doivent eux-mêmes prendre en charge la lutte pour la reconnaissance de leurs droits nationaux.

Pendant près de cinq ans, pourtant, l'OLP et les forces nationalistes proches de la guérilla se montrent peu présentes dans les territoires nouvellement occupés. Les régimes arabes, et l'OLP d'Ahmad Chukayri avec eux, se trouvent totalement déconsidérés. La guérilla considère alors que le moment est venu pour elle de se manifester comme le seul porteur de l'identité et de la revendication nationales palestiniennes. Les premières opérations montées par le Fath ont lieu à Jérusalem et à Tulkarm dès la fin août 1967 mais se traduisent par un échec politique : la population craignant l'expulsion totale ne se soulève pas ; le gigantesque transfert de population, évalué à 220.000 personnes, qui a fait suite à l'invasion israélienne est encore présent à son esprit. Israël, d'autre part, réussit très rapidement à démanteler les cellules de résistance et à intercepter dès le Jourdain la majorité des commandos. La résistance armée en territoires occupés ne se poursuit vraiment qu'à Gaza et ce jusqu'en 1971.

Malgré l'effondrement de ses réseaux de Cisjordanie dès la fin de 1967, la résistance nationale palestinienne continue à accorder la priorité à la guérilla comme étape nécessaire vers une guerre arabe avec Israël. Elle abandonne alors le terrain de la Cisjordanie pour monter des "bases sûres" sur la rive orientale du Jourdain et s'attache à prendre le pouvoir au sein de l'OLP. Forte de ses succès militaires lors de la bataille de Karameh (21 mars 1968) et de la faillite du roi Hussein à lui interdire le territoire jordanien, la guérilla s'impose lors du 5<sup>e</sup> Conseil National Palestinien (CNP) du Caire (février 1969). Yasser Arafat, président du Fath, devient également président du Comité Exécutif (CEOLP) et chef du département militaire de l'OLP. L'OLP reprend également à son compte le programme du Conseil Central du Fath de janvier 1969 selon lequel « l'objectif du peuple palestinien, au delà de la difficile lutte dans laquelle il est engagé pour la libération et le retour dans sa patrie, est l'établissement d'une société démocratique libre en Palestine, ouverte à tous les Palestiniens — musulmans, chrétiens et juifs — ». Le 6<sup>e</sup> CNP du Caire (début septembre 69) réitère le rejet de la résolution 242 et affirme lutter pour la « libération totale et complète du territoire palestinien de l'occupation sioniste » et « l'établissement d'un Etat palestinien démocratique »<sup>(4)</sup>.

---

(4) Voir par exemple Xavier BARON, *Les Palestiniens, un peuple*, Le Sycomore, Paris, 2<sup>e</sup> édition, 1984 ; Alain GRESH, *OLP. Histoire et stratégies vers l'Etat palestinien*, SPAG-Papyrus, Paris, 1983.

### L'organisation de la résistance passive

Dans un premier temps, la résistance civile à l'occupation sera organisée par les notabilités et par les communistes auxquels s'allient des forces de gauche, ces derniers devenant très vite la seule force de résistance organisée. Malgré tout le ressentiment manifesté à l'égard de la couronne hachémite, durant toutes les premières années de l'occupation, l'unité des deux rives du Jourdain est sans cesse rappelée par la majorité des Palestiniens des territoires occupés de quelque bord politique qu'ils soient, dans la crainte de l'intégration à Israël. Une ligne de partage intervient cependant entre les pro-jordaniens, inconditionnels, et la gauche qui, avant tout retour à une souveraineté hachémite, réclame des réformes profondes du régime jordanien et des relations futures entre les deux rives. Les notables comme la gauche se montrent également les défenseurs du préalable du retrait israélien et de la coopération avec les pays arabes dans la recherche d'une solution globale à la question palestinienne, opposés à toute forme de contacts séparés entre un leadership palestinien local et Israël, projet dont quelques rares personnalités, pro-hachémites comme opposants notoires, se font les défenseurs.

### Le Conseil islamique, première mise en place d'une structure.

Le 24 juillet 1967, un memorandum signé de 22 notables de Jérusalem-Est principalement et de Ramallah, pro-hachémites mais également opposants au roi Hussein, refuse de reconnaître l'annexion de Jérusalem-Est et réaffirme l'unité des deux rives du Jourdain, faisant référence à "l'acceptation unanime" de la population et du Parlement jordanien en avril 1950 de l'entité jordanienne. S'auto-proclamant « représentants des habitants musulmans de Cisjordanie, y compris Jérusalem », le groupe (*al-Hay'a al-Islâmiyya*) revendique la responsabilité des affaires musulmanes en Cisjordanie et à Jérusalem jusqu'à la fin de l'occupation<sup>(5)</sup>. Bien que comptant parmi ses membres cinq personnalités islamiques de haut rang, dont son président Cheikh 'Abd al-Hamîd al-Sâ'ih, président de la Cour d'appel religieuse de Jérusalem, ce "conseil islamique" comprend surtout des personnalités politiques, pro-hachémites ayant occupés de hauts postes dans l'administration jordanienne, tels Anwâr Nussayba, ancien ministre et ancien ambassadeur de Jordanie en Grande-Bretagne, Anwâr al-Khatîb, gouverneur de Jérusalem, Ruhî al-Khatîb, maire de Jérusalem, ou encore le président de la Chambre de commerce de Jérusalem, 'Alî al-Tazîz, comme des opposants anti-hachémites notoires tels 'Abd al-Muhsin Abû Mayzar et Ibrâhîm al-Bakr.

Refusant le fait accompli israélien, le groupe lance un mot d'ordre de grève générale qui entraîne une repression israélienne immédiate. Six des membres du comité, dont son président Cheikh al-Sâ'ih, sont déportés en Jordanie, d'autres sont exilés vers des villes du nord d'Israël et d'autres encore assignés à résidence. Sans aller jusqu'à dissoudre cette

(5) *Wathâ'iq Muqâwama al-Diffa al-Gharbiyya li-l-'Urdun li-l-Ihtilâl al-'Isrâ'îlî - 1967*, Centre de recherches palestinien, Beyrouth 1967, p. 11-16.

instance, Israël ne tolérera par la suite ses activités que dans les strictes limites du religieux, lui refusant de toutes façons toute autorité à Jérusalem-Est annexée et soumise en matière religieuse à l'autorité du câdi israélien de Jaffa. Ce conseil, en tous cas, échoua à constituer un réel front national, au delà des clivages entre pro-hachémites et opposants des partis progressistes, butant lors de la réaction d'un éventuel programme commun sur la question des relations avec la Jordanie. Le conseil devint ensuite une simple instance religieuse, pro-jordanienne.

### La charte des Arabes

Malgré ces divergences et l'échec de la constitution d'un Front national véritable <sup>(6)</sup> une autre initiative a lieu le 4 octobre 1967, lorsque 129 personnalités représentatives de l'ensemble de l'éventail politique et, cette fois, de la Cisjordanie toute entière adoptent une "Charte nationale des Arabes de Cisjordanie sur les questions actuelles". La quasi totalité des notables et des membres les plus en vue de l'intelligentzia signent le texte (à l'exception des Ja'barî, Chehâda et Fârûqî dont nous reparlerons plus bas). La charte avance ensuite en six points ses convictions les plus profondes :

- arabité de la Palestine et des Palestiniens à partir de laquelle aucune solution séparée ne peut être envisagée ;
- droit du peuple palestinien arabe à sa patrie ;
- détermination de ce peuple à résister sous toutes les formes à l'occupation et aux menées sionistes ;
- arabité de Jérusalem, ville sainte pour les Arabes chrétiens et musulmans ; rejet des mesures israéliennes comme des projets d'internationalisation ; unité de Jérusalem et de la Cisjordanie dans le cadre de l'entité jordanienne ;
- nécessité de la restauration de cette unité ; rappel des erreurs du gouvernement jordanien et foi en la capacité du peuple jordanien des deux rives à corriger ces erreurs sur la base d'un nationalisme sain qui, alors, donnera lieu à un citoyen libre dans une patrie libérée ; cette terre adoptera une politique étrangère indépendante, basée sur la neutralité positive, dans le cadre d'un régime démocratique et constitutionnel, intégré à la nation arabe ;
- rejet des projets "pernicieux" d'entité palestinienne, qui visent à isoler la question palestinienne de son contexte arabe, à la vider de sa signification nationale <sup>(7)</sup>.

Ce rassemblement ne donne pas lieu à la création d'un organisme ni d'une structure mais les grandes lignes de cette charte peuvent être considérées comme la position commune à l'époque tant des notabilités que de l'intelligentzia des territoires occupés.

---

<sup>(6)</sup> Des appels à l'unité nationale sont lancés par les communistes, voir par exemple le texte publié dans *al-Dustûr*, 16 août 1967, trad. in *International Documents on Palestine (IDP)* 1967, n° 401.

<sup>(7)</sup> Trad. anglaise in *IDP*, 1967, n° 427.

Pour couper court à ces initiatives, Israël pratique alors l'intimidation par les couvre-feu, les destructions de maisons, les déportations, les assignations à résidence et les mises en détention administrative. De peur de se trouver totalement exclus du jeu politique, la Jordanie et les notables décident de ne plus pratiquer de résistance active mais de se contenter d'une normalisation minimale de leurs rapports avec l'occupant. Les appels à des manifestations ou à des grèves seront désormais le fait de l'opposition anti-jordanienne, ses centres se trouvant plutôt au nord de la Cisjordanie et à Jérusalem, la région de Bethléem et d'Hébron demeurant un bastion pro-jordanien par l'emprise de ses notables.

### Les forces de gauche

Malgré leur opposition aux Hachémites, les groupes de gauche défendent eux aussi à cette époque l'unité des deux rives du Jourdain, qu'il s'agisse des communistes, des ba'thistes ou encore des nationalistes proches de la guérilla. Des divergences opposent cependant les progressistes entre les ba'thistes et les nationalistes d'une part qui soutiennent la lutte armée pour la libération de la Palestine et les communistes partisans de la lutte politique. La revendication de l'unité des deux rives du Jourdain est sujette à un certain nombre de préalables. La gauche, en effet, exige, avant même le retour à un contrôle jordanien, une révision des relations entre les deux rives garantissant une émancipation palestinienne (parmi les tenants de cette exigence, Hamdî Kan'ân, maire de Naplouse, Walîd al-Chak'a, personnalité de Naplouse, Taysir Kan'ân, juriste de Jérusalem). Ce groupe exige des changements constitutionnels en Jordanie débouchant sur une autonomie palestinienne qui serait liée à la Transjordanie sur la base d'une égalité mutuelle, ceci après l'évacuation israélienne en accord avec la résolution 242. Après Septembre noir, Hamdî Kan'ân et ses partisans appelleront au renversement pur et simple du trône hachémite et à l'établissement d'un Etat palestinien sur les deux rives du Jourdain lequel négociera un traité de paix avec Israël (plus tard, Kan'ân revint vers ses positions antérieures à 1970). Ce petit groupe formé de jeunes intellectuels de Naplouse et de Jérusalem manquait cependant d'influence.

Les communistes soutiennent eux aussi l'idée d'une solution liant Cisjordanie et Transjordanie à la condition d'un changement radical des relations entre les deux rives. Jusque vers 1951, se réclamant du plan de partage de l'ONU, les communistes ont soutenu le projet de création d'un Etat palestinien situé entre un Etat juif et un royaume arabe pro-britannique. A partir de 1951, ils défendent l'idée d'une lutte commune des peuples palestinien et jordanien à l'intérieur du système jordanien, ayant ainsi adopté l'idée de l'union des deux rives. Durant les trois premières années de l'occupation, suivant en cela la position de l'URSS, le parti communiste se refuse à adopter l'idée chère au Fath de la création d'un Etat sur toute la Palestine comme celle de la lutte armée en tant qu'unique moyen de parvenir à la libération nationale. Une petite force "*al-ançâr*" s'active cependant dans les territoires, dans le but non pas de créer un Etat sur toute la Palestine



comme le souhaite la guérilla mais de libérer les territoires occupés en 67. Non intégrée dans la guérilla par ses divergences idéologiques, "al-ançâr" disparaît en 1972 <sup>(8)</sup>.

### Les tentatives de Front patriotique

Porté vers la lutte politique, le parti communiste met à profit son habitude de la clandestinité et sa maîtrise des techniques d'organisation pour structurer la résistance civile en territoires occupés en un véritable front. Une tentative de fonder un Comité Supérieur d'Orientation Nationale a lieu dès septembre 1967, sans suite. Une nouvelle expérience est tentée en 1968 à travers la constitution d'un Front patriotique visant à fédérer divers comités locaux (un comité fonctionne dans la région de Bethléem-Hébron depuis le printemps ; à Naplouse, s'active à la fin 1968 un Comité de Solidarité Nationale (*lajnat al-tadâmun al-qawmî*), groupant les nationalistes, le maire Kan'ân refusant d'y collaborer). Là encore la réaction israélienne ne se fait pas attendre ; les initiateurs sont soit déportés, soit placés en détention administrative. Toutes ces initiatives, de plus, ont beaucoup de mal à résorber les différends entre diverses tendances par exemple quant à la question de la lutte armée, de ses buts et de ses limites ainsi que sur la définition du futur Etat palestinien.

### Tentatives et échecs de l'émergence d'un leadership local autonome

Si les notabilités traditionnelles demeurent profondément pro-jordanienne malgré la perte de crédit général de la dynastie hachémite, l'immédiat après-guerre voit cependant l'apparition de plusieurs initiatives politiques de la part de quelques-uns de ses membres éminents qui jouent la carte de l'autonomie par rapport à la Jordanie en défendant l'idée d'une "entité palestinienne". Ce genre d'initiative séduit également un certain nombre d'opposants au régime hachémite. Tandis que l'OLP considère la solution militaire comme seule possible, les membres de ces groupes partent du principe selon lequel Israël est désormais un fait au Proche-Orient et qu'il n'y a quasiment aucun espoir de le vaincre militairement sinon dans un très long terme. Ils optent donc pour un processus devant mener à une solution pacifique, dans le cadre d'une coexistence israélo-palestinienne. Leur second principe repose sur la nécessité de répondre dès maintenant aux besoins immédiats de la population locale et donc de ne pas attendre un éventuel retrait israélien et le retour à la souveraineté jordanienne pour travailler à la constitution d'un nouvel avenir.

Ce genre d'initiatives reste attaché à quelques noms : pro-hachémite comme cheikh 'Alî al-Ja'barî, maire d'Hébron depuis les années quarante ; opposants bien connus tels 'Azîz Chahâda, avocat de Ramallah, Hamdî Tajî al-Fârûqî, d'al-Bîra, ancien responsable au Ba'th jordanien ou encore Muhammad Abû Chilbâya de Jérusalem. Cheikh al-Ja'barî

(8) Alain GRESH, "Communistes et nationalistes au Proche-Orient : Le cas palestinien depuis 1948", *Communisme*, 6, 1984, p. 55-90.

préconise une solution directe et définitive négociée entre les leaders de Cisjordanie seuls et Israël, devant déboucher sur une "entité palestinienne". Basée sur le plan de partage de l'ONU de 1947, cette entité, fédérée avec Israël, pourrait servir de pont entre le monde arabe et l'Etat hébreu. Afin de soutenir ses initiatives, al-Ja'bari crée à la fin 1969 un comité d'intérêt public (*lajnat al-maçâlih al-'amma*), d'une cinquantaine de notables au départ, atteignant un maximum de 250 à 300 membres plus tard. Malgré son souci permanent de fournir les preuves de sa bonne volonté à l'occupant, il n'obtient aucun signe encourageant de la part des autorités israéliennes qui ne veulent pas entendre parler de leadership palestinien autonome. N'ayant rien obtenu d'Israël et voyant monter l'opposition à sa position tant à l'extérieur, Jordanie et OLP, qu'à l'intérieur, al-Ja'bari, maintient son idée d'entité mais à partir de 1969 parle de la nécessité de liens entre cette entité et la Jordanie. L'initiative est unanimement condamnée, la Jordanie comme l'OLP exerçant un certain nombre de pressions sur les tenants de l'entité. Lors du 8<sup>e</sup> CNP tenu au Caire en février 1971, l'OLP rejette d'ailleurs officiellement l'idée de la création d'un petit Etat sur une partie du sol palestinien.

'Azîz al-Chahâda, opposant hachémite de longue date, juriste chrétien de Ramallâh, propose lui aussi un plan dès septembre 1967, partant de l'affirmation selon laquelle, le roi Hussein s'étant montré incapable de défendre les intérêts de la population de Cisjordanie, il convenait à celle-ci de prendre en charge son propre destin. Il propose à cette fin un plan d'accord avec Israël contenant les points suivants : avant la libération du territoire, les Palestiniens des territoires occupés ont le droit à l'auto-détermination et à la création d'un Etat palestinien joignant la bande de Gaza et la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est), sur la base du plan de partage de l'ONU de 1947. Une assemblée nationale palestinienne devrait être constituée avec des représentants qui éliraient un conseil national chargé de parler au nom des Palestiniens. Un referendum consacrerait la solution, Jérusalem étant la capitale de cet Etat. Suite à la condamnation générale de son plan, Chahâda suspend ses activités politiques dès 1968 (avec une seule reprise en novembre 1970).

## Les suites de Septembre noir

Les massacres de Septembre noir suscitent des réactions diverses dans les territoires occupés. Si la condamnation est générale, elle se trouve cependant modulée selon l'orientation des notabilités. Si les nationalistes et la gauche rendent le roi Hussein entièrement responsable des violences et appellent au renversement de son trône, les leaders traditionnels se montrent plus réservés, en se contentant d'appeler au cessez-le-feu.

Une nouvelle tentative de mise en place d'une structure d'opposition est faite en octobre 1970 à l'initiative de jeunes intellectuels menés par Yûsuf Nâsir (il deviendra plus tard rédacteur en chef d'*al-Fajr*), qui fondent un Rassemblement National Palestinien à Jérusalem-Est. Dans son manifeste, le Rassemblement rejette l'occupation, proclame l'unité des peuples palestinien et jordanien, établissant une différence entre le peuple jordanien et son régime qui doit être abattu et remplacé par un régime patriotique et

démocratique ; le manifeste appelle à une paix juste qui assurerait le droit des Palestiniens à l'auto-détermination conformément aux résolutions internationales, et prône la coordination entre les Palestiniens de l'intérieur et ceux de l'extérieur. En vue d'assurer la « préservation de l'identité arabe et du caractère » des territoires occupés et de leur population, le groupe appelle à la mise des territoires occupés sous tutelle des Nations Unies après le retrait israélien comme première étape vers la réalisation de leur "idée palestinienne". Il n'est plus question ici de fédération avec Israël ou la Jordanie mais, pour la première fois, de la constitution d'un véritable Etat palestinien indépendant sans mise à l'écart des Palestiniens de la dispersion.

### Le retour jordanien

Suite à l'écrasement de la guérilla en 1970-71, et devant l'absence de l'OLP dans les territoires occupés et les échecs des tentatives d'autonomie de la décision palestinienne, le roi Hussein tente de reprendre à son avantage la situation de la Cisjordanie. Le 15 mars 1972, il révèle un projet de royaume arabe uni qui maintiendrait la souveraineté jordanienne en rive occidentale tout en donnant aux Palestiniens un cadre politique autonome dans lequel ils pourraient exprimer une certaine identité propre. L'auto-détermination serait reléguée après l'évacuation israélienne et seule la population de Cisjordanie serait appelée à exprimer sa volonté quant à son avenir et non l'OLP. En ce qui concerne le plan général de règlement du conflit, la Jordanie s'en tient toujours à la résolution 242 dont les grandes lignes ont été reprises dans le plan en six points proposé par le roi Hussein le 10 avril 1969 ; en 1970, avec l'Egypte, la Jordanie a également accepté le plan Rogers qui édictait les modalités d'application de la résolution 242 à la manière américaine. Le projet de royaume arabe uni échoua ; Septembre noir n'était pas si loin et le nationalisme palestinien s'affermissait, tandis que l'Egypte rompait ses relations diplomatiques avec la Jordanie. En Cisjordanie, le projet n'est bien accueilli que dans les rangs des pro-hachémites traditionnels.

Cet échec du roi Hussein est cependant tempéré par l'allégeance à la Jordanie du nouveau maire désigné de Gaza, M. Rachâd al-Chawa et par le résultat satisfaisant pour la Jordanie des élections municipales de 1972 (28 mars dans le nord et 2 mai 1972 dans le sud). Encore mal organisé, le mouvement national palestinien n'arrive pas à rendre son boycott crédible. Le roi Hussein, en accord avec Israël (des contacts ont eu lieu entre notables pro-jordaniens et gouvernement israélien) soutient ses appuis traditionnels ; l'électorat, réduit du fait du mode censitaire de scrutin, confirme les notables pro-jordaniens dans leurs fonctions municipales. Le vieux leadership se maintient au pouvoir à l'exception de Tulkarm et de Ramallâh où Hilmî Hânûn et Karîm Khalaf emportent la mairie bien qu'opposants notoires aux notabilités pro-jordaniennes <sup>(9)</sup>.

---

<sup>(9)</sup> Victor CYGIELMAN, "Hussein's proposal and the West Bank municipal elections : a post-mortem", *New Outlook (NO)*, 15/3, mars-avril 1972, p. 40-47 ; Moshe DRORI, "Municipal elections in Judea and Samaria", *Israel Law Review*, 9/1, janvier 1974, p. 97-116. Les communiqués du Fath et de l'OLP ont été publiés en français in *Fath*

Devant les divergences entre Israël, la Jordanie et l'OLP, le leadership traditionnel palestinien a su et pu, dans un premier temps, conserver son influence locale, structurée sous la forme traditionnelle des *hammûla* et de leurs clientèles. L'OLP a eu bien du mal à rassembler des partisans autour de buts qui n'étaient pas strictement locaux et qui exigeaient la mise en place de nouvelles élites. Si dans ce premier temps, les notables pro-jordanien avaient perdu une influence populaire certaine du fait même de leurs liens avec un souverain maudit, ils n'en demeurent pas moins participants du jeu politique, en pleine maîtrise d'un certain nombre d'atouts en leur faveur. Bien que n'ayant plus le pouvoir effectif en rive occidentale, la Jordanie y conserve, en effet, la souveraineté nominale. La loi jordanienne, bien qu'amendée par quelque 1200 décrets militaires israéliens, continue aujourd'hui encore à régir le pays (sauf Jérusalem-Est unilatéralement annexée, réunifiée en 1968 et proclamée capitale éternelle d'Israël en 1980). Les Palestiniens de Cisjordanie possèdent toujours la nationalité jordanienne (ceux de la bande de Gaza peuvent également obtenir le passeport jordanien ; ils ont, en général, un document de voyage égyptien). Les divers départements de l'administration locale (santé, éducation, affaires religieuses par exemple) relèvent toujours de la Jordanie qui en assure le financement, nomme les fonctionnaires et envoie régulièrement ses inspecteurs.

Cette politique dite "des ponts ouverts" et voulue par Moshé Dayan permet le maintien d'un contrôle effectif de la Jordanie sur la Cisjordanie et de transformer la fiction administrative en moyen réel de pression. Si elle pouvait contenter et les Israéliens (soucieux d'éviter un étranglement économique des territoires occupés, source potentielle d'insurrection) et les Jordaniens (en quête du maintien de leur pouvoir), cette politique des ponts ouverts s'est avérée devenir indispensable pour la survie de la Cisjordanie elle-même. La population palestinienne de l'intérieur ne s'y est pas trompée en septembre 1972 quand l'OLP, l'Égypte et l'Arabie saoudite ont proposé la fermeture des ponts qu'ils considéraient comme une forme de collaboration avec l'ennemi. Le refus a été unanime parmi la population des territoires où toutes les instances nationales ont parlé des ponts ouverts comme la seule garantie de leur survie économique, du maintien du caractère arabe et d'une certaine autonomie palestinienne.

Suite au plan Ygal Allon, au projet hachémite de royaume arabe uni et à l'organisation d'élections municipales, trois gains pour la Jordanie, l'OLP décide de passer à la contre-offensive et de s'intéresser de plus près aux affaires des territoires occupés (voir plus bas les raisons idéologiques). Cette nouvelle politique est entérinée par le CNP d'avril 1972 qui condamne ces trois initiatives et se montre décidé à encourager l'organisation des masses dans les territoires occupés.

\*

---

*Information*, n° 4, 23 février 1972, n° 5, 10 mars, n° 6, 1<sup>er</sup> avril, n° 7, 15 avril, n° 9, 15 mai, n° 12, 1<sup>er</sup> juillet, n° 17, 15 octobre. Pour les résultats des élections, voir *al-Quds* et *Jerusalem Post*.

## B — L'OLP PAR PASSION, 1973-1982

### Le recul de l'influence jordanienne

Les élections municipales, malgré la victoire du leadership traditionnel, ne peuvent masquer la réalité du vide politique réel après cinq années d'occupation. Elles signifient simplement que les nationalistes de l'OLP ne sont pas encore en mesure de prendre le relai malgré une montée réelle de leur emprise sur la population. La victoire électorale des pro-jordaniens en 1972 n'aura pas en effet de conséquences de longue durée. L'absence de participation à la guerre de 1973 discrédite encore plus le régime hachémite aux yeux de beaucoup de Palestiniens. Malgré une campagne en faveur du roi Hussein menée par le cheikh al-Ja'barî et le quotidien *al-Quds* malgré les essais du roi Hussein de s'immiscer dans les tentatives de régleme nt en cours, malgré enfin des amnisties et des libérations accordées à de nombreux Palestiniens condamnés en 1970-71, la Jordanie et les notables pro-jordaniens perdent peu à peu du terrain alors que monte le nationalisme palestinien, dynamisé par sa reconnaissance internationale. C'est dans ce contexte que le roi Hussein se soumet officiellement aux résolutions du sommet arabe de Rabat d'octobre 1974 faisant de l'OLP le seul représentant légitime du peuple palestinien. A partir de cette date et pour plusieurs années, la Jordanie devra faire périodiquement valoir cette reconnaissance pour maintenir son influence.

### La montée des nationalistes proches de l'OLP

L'année 1973 inaugure donc une nouvelle étape durant laquelle le nationalisme palestinien s'affermi t dans les territoires occupés en lien avec une radicalisation de la population. Des mouvements de grande ampleur secouent le joug de l'occupation et manifestent de plus en plus l'unité entre Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur. Les liens entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie eux aussi se resserrent. En juillet 1973, un memorandum signé par une centaine de personnalités de l'intérieur consacre l'unification croissante de leurs populations ; adressé à l'ONU, il dénonce l'occupation israélienne et demande le droit à l'autodétermination et à la souveraineté sur leur territoire. Aucune référence n'est faite ni à la Jordanie ni à l'Egypte. En avril 1973, l'assassinat par un commando israélien de trois dirigeants de l'OLP à Beyrouth est l'occasion de grandes manifestations populaires au cours desquelles le drapeau palestinien est brandi. La population manifeste également son attachement à l'OLP en se soulevant tout au long du mois de novembre 1974, au moment où Yasser Arafat est convié à s'exprimer devant les Nations unies. Ce genre de manifestations d'envergure va ensuite se multiplier, celles de mars 1976 créant une véritable atmosphère insurrectionnelle.

A partir de 1973, la position des pro-jordaniens évolue lentement suite à la nouvelle stature de l'OLP tant au niveau international qu'inter-arabe, suite également à la décision

du CNP de 1974 de considérer l'établissement d'une "autorité nationale" dans toute partie des territoires occupés en 1967 évacuée par Israël comme la première étape vers une solution globale. Les pro-jordaniens ont alors essayé de gérer la situation en refusant d'une part à faire de l'OLP le seul représentant légitime du peuple palestinien, tout en soutenant d'autre part l'idée d'un Etat palestinien en Cisjordanie et Gaza ; ils insistèrent alors sur les liens nécessaires selon eux entre cet Etat et la Jordanie, proposant une fédération. Ilyâs Freij, maire de Bethléem, fut de ceux-là, reprenant sous une forme plus ou moins semblable, le projet de royaume arabe uni de 1972. Les communistes pendant ce temps abandonnent la revendication de réunion des deux rives et se rapprochent de l'OLP soutenant, avec l'URSS, l'idée de la création d'un Etat en Cisjordanie et Gaza, sans partager toutefois la position de l'OLP faisant de cet Etat une simple étape vers un Etat sur toute la Palestine. Ce rapprochement se traduit dans les territoires occupés par la possibilité de l'établissement d'un Front patriotique largement représentatif et actif.

### Le Front Patriotique Palestinien

Mis en forme dès 1972 par le parti communiste et des nationalistes de Cisjordanie et de Gaza, le projet est entériné par le 11<sup>e</sup> CNP de janvier 1973. Le Front patriotique se considère comme l'organisateur de la résistance politique à l'occupation israélienne en territoires occupés. Son comité central, clandestin, regroupe des personnalités de tous bords politiques, les plus connues étant Karîm Khalaf et Bassâm Chak'a. Le Front Patriotique, officiellement créé le 15 août, inaugure ses activités en novembre de la même année et les poursuivra jusqu'en 1977. Il remportera deux victoires électorales. En 1973, il est à l'origine de l'abstention massive des Palestiniens aux élections municipales de Jérusalem (et aux élections de la Histadrout) ; en 1976, il remporte la majorité des sièges aux élections municipales de Cisjordanie <sup>(10)</sup>.

Membres de l'OLP, communistes, ba'athistes, *qawmiyyîn al-'arab* et indépendants rejoignent le Front. Sa charte ne mentionne pas l'idée de la création d'un Etat démocratique sur toute la Palestine mais seulement le droit à l'auto-détermination et au retour des réfugiés, laissant ainsi sans la nommer la possibilité de l'établissement d'un Etat aux côtés d'Israël. La charte rappelle l'unité des peuples palestinien et jordanien et proclame son soutien au mouvement patriotique jordanien visant à transformer le pays en une base forte qui soutiendra la lutte contre le sionisme et l'impérialisme. Dominé par les communistes, le Front patriotique adopte par plusieurs fois les positions soviétiques, sans tenir compte des réticences de l'OLP, du Fath tout particulièrement, avant même parfois que l'OLP se prononce officiellement. Au lendemain de la guerre de 1973, par exemple, il reprend à son compte l'appel adressé par l'URSS à l'OLP pour qu'elle participe à la conférence de Genève et accepte comme solution finale la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie-Gaza.

(10) "Programme" du Front, août 1973, in *IDP*, 1973, n° 264 ; "Message" du Front au 12<sup>e</sup> CNP, juin 1974, n° 245.

L'OLP, de son côté, connaît une évolution notable au moment où elle bénéficie de la reconnaissance unanime des Etats arabes lors du sommet de Rabat en octobre 1974 puis de la reconnaissance de l'ONU en novembre de la même année, invitée comme observateur en tant que représentant du peuple palestinien. Le 11<sup>e</sup> CNP du Caire déjà (janvier 73) reconnaît l'importance de la lutte politique, en plus de la lutte armée ; le front du refus est exclu du CEOLP. Dès 1974, il devient clair que, pour la majorité des partisans de l'OLP, la lutte armée ne constitue plus qu'une tactique pour parvenir à une solution politique au problème palestinien, un plus dans le cadre de négociations et non la seule voie pour atteindre l'objectif final. Seuls les partisans du Ba'th associés à la Sâ'iqâ et les *qawmiyyîn al-'arab* proches du FPLP de Habache maintiennent l'ancienne ligne de conduite. Une telle évolution de l'OLP ne pouvait que favoriser une certaine collaboration avec les communistes et favoriser un rapprochement avec certains pro-jordaniens. Le CNP de juin 74 accepte dans un programme en 10 points la fondation d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël

Ce changement de perspective de l'OLP lui fait prendre conscience de la nécessité d'un engagement plus grand à l'intérieur des territoires occupés afin de s'assurer une allégeance plus importante de la population en prévision de futurs développements. Les liens entre le Front patriotique et l'OLP deviennent tels qu'au CNP de juin 1974, il est décidé que les membres du Front qui viendraient à être expulsés feront partie de droit du CNP, trois d'entre eux entrant d'ailleurs au CEOLP. L'influence du Front patriotique va alors croissant. L'absence de participation de la Jordanie dans la guerre de 73 est suivie d'une vague de sympathie accordée à l'OLP. Le Front parvient à faire apposer sa signature au Conseil islamique suprême au bas d'une pétition de soutien à l'OLP ; peu à peu les maires se rallient à la résistance. Le Front se présente lui-même comme une partie de l'OLP. Lors des élections syndicales de Jérusalem fin 1973, le Front rend son boycott crédible et seuls 8 % des inscrits prennent part au vote. Israël réagit par un accroissement de la répression, principalement dirigée contre les communistes. En février et avril 1974, 6 autres responsables du Front sont déportés dont le secrétaire général du parti communiste, Sulaymân Najjâb ; fin avril, 150 partisans actifs du Front sont placés en détention administrative.

### La victoire municipale de 1976

Forte de sa nouvelle reconnaissance internationale et de son unité croissante, l'OLP prend de l'ampleur dans les territoires occupés et organise de mieux en mieux la désobéissance civile et les manifestations dans les territoires occupés. Même si le nombre d'opérations militaires augmente, il demeure cependant relativement peu important. En revanche, une vague de manifestations de grande ampleur embrase les territoires occupés de novembre 1975 à avril 1976.

Dès octobre 1975, Israël, sous l'impulsion de Shimon Pérès, décide de mettre en place une autonomie administrative comme première étape de la réalisation du plan Allon. Afin de trouver un leadership qui puisse devenir l'interlocuteur en temps voulu, le

gouvernement israélien décide l'organisation de nouvelles élections municipales, suscitant un large débat parmi les Palestiniens. Le Front patriotique, en effet, rejette catégoriquement le plan d'autonomie qu'il considère comme un simple moyen de légitimer la poursuite de l'occupation. La participation aux élections, souhaitée par les communistes, impliquerait une déviation par rapport à la décision de boycottage des élections de 1972. Israël, de son côté, paraît sûr de soi, comptant sur un nouveau boycottage nationaliste et la victoire des pro-jordanien, largement aidés financièrement par le roi Hussein depuis quelques mois. Très vite pourtant, Israël dut déchanter. La majorité des candidats (577 pour 205 sièges) appartiennent à une nouvelle génération, plus jeune et plus diversifiée socialement ; les deux grandes figures pro-jordanien, 'Alî al-Ja'barî et Hâjî Ma'zûz al-Maçrî ne se représentent même pas à leur mairie, sûrs qu'ils sont de la perdre. Près de 20 % des candidats sont proches du parti communiste.

Dans toutes les grandes cités, à l'exception de Bethléem (Freij fait élire 6 de ses candidats et le Front patriotique 5, mais c'est le communiste Georges Hazbûn qui emporte le plus grand nombre de suffrages), le Front patriotique emporte la majorité des sièges, parfois très largement. A Hébron, le Front guidé par Fahd Al-Qawâsmî emporte la totalité des sièges. A Naplouse, Bassâm Chak'a avec ses collègues du Front emporte 8 des 10 sièges. A Ramallâh, Karîm Khalaf est réélu à la mairie, un seul des huit sièges allant aux candidats traditionnels. En tout, le Front emporte la majorité dans les deux tiers des 24 municipalités où ont lieu les élections ; un sur 5 seulement des conseillers sortants retrouve son siège <sup>(11)</sup>.

L'OLP récolte ainsi en territoires occupés les fruits de sa montée en puissance à l'extérieur. Les maires et le Front Patriotique ne perdront ensuite aucune occasion pour rappeler à tous les positions de l'OLP, renouvelant périodiquement leur acte d'allégeance, principalement lors des CNP ou des diverses attaques dont est victime l'Organisation, également lors de divers propositions américaines, égyptiennes ou autres, rejetant tout projet visant à faire des territoires occupés un en-soi séparé du peuple palestinien dispersé. Pour eux, seule l'OLP est habilitée à négocier et en aucun cas le leadership des territoires occupés, volontairement restreint à un rôle strictement local. Pour Karîm Khalaf (novembre 1977), il est clair que « les maires ne représentent pas l'OLP ; l'OLP nous représente ».

Les municipalités joueront un rôle important dans l'organisation et l'orchestration des grands mouvements populaires de résistance et de rejet des décisions israéliennes. Dès le lendemain des élections de 1976, par exemple, et durant tout l'été, les territoires occupés sont le théâtre de manifestations, grèves et heurts avec l'occupant dans le refus d'accepter la TVA que veut instituer l'administration militaire ; un compromis n'est trouvé qu'en fin d'année, l'établissement pro-jordanien des Chambres de commerce n'ayant pas suivi le mouvement jusqu'au bout.

---

(11) Moshe DRORI, "Second municipal elections in Judea and Samaria under Israeli administration : legislative changes", *Israel Law Review*, 4, 1977, p. 526-540 ; Shaul MISHAL and Abraham DISKIN, "Palestinian voting in the west Bank : electoral behavior in a traditional community without sovereignty" *Journal of Politics*, 44/2, mai 1982, p. 538-558 ; pour les résultats, voir *al-Fajr*, *al-Quds* et *Jerusalem Post*.



Malgré son efficacité (et à cause d'elle), le Front disparaîtra cependant du fait de dissensions internes au mouvement patriotique et de répression israélienne très ferme. Assez vite, en effet, se manifeste une méfiance des Palestiniens de l'extérieur qui craignent de voir s'édifier un leadership concurrent à l'intérieur. Les frictions se trouvent accentuées par la différence de représentation politique, le parti communiste et ses alliés largement présents et actifs dans les territoires occupés ne possédant que peu de poids à l'extérieur où domine le Fath. L'OLP demandera donc au Front de limiter ses activités pour ne plus être qu'une simple courroie de transmission. Le Front se plaindra plusieurs fois devant les CNP de cet état de choses et disparaîtra de facto en 1977, avant d'être officiellement mis hors la loi par Israël en octobre 1979. Malgré cet accident, le processus d'institutionnalisation nationaliste est bien enclenché dans les territoires occupés et se renforcera jusqu'en 1982, terrassé ensuite tant par la répression israélienne que par les dissensions internes à l'OLP.

### **L'attentisme actif de la Jordanie**

Sévèrement battue lors des élections municipales, la Jordanie adopte immédiatement "un profil bas" en reconnaissant publiquement le verdict des urnes à la fin juillet ; ses moyens de pression traditionnels ne sont pas abandonnés pour autant et la Jordanie presse les nouveaux maires à faire le voyage de 'Ammân, condition du maintien de l'aide financière aux municipalités. La défaite palestinienne au Liban, la nouvelle alliance entre la Syrie et la Jordanie et la déclaration d'Anouar al-Sadate en décembre 76 insistant sur la nécessité de liens entre la Jordanie et le futur Etat palestinien contribuent à encourager la couronne hachémite à reprendre sa politique traditionnelle, exercer des pressions sur les milieux hostiles à ses intérêts et encourager toutes les initiatives visant à gêner l'OLP ; l'argent comme les intimidations sont mis à contribution.

Une fois les nouvelles municipalités mises en place, la Jordanie accentue très vite ses pressions sur les nouveaux élus, coupant ostensiblement l'aide financière aux municipalités dont les maires refusent de se rendre à 'Ammân pour négocier leur budget. Certains maires, ceux d'Hébron, de Qalqiliya et de Jéricho, nationalistes sans entretenir de liens très étroits avec l'OLP, acceptent de faire quelques déclarations ne rejetant pas clairement les vieilles idées de fédération jordano-palestinienne. Trois des maires des communes les plus importantes, Karîm Khalaf, Bassâm Chak'a et Hilmî Hanûn résistent aux pressions jordaniennes. Refusant de se rendre à 'Ammân, ils voient l'apport financier jordanien se tarir. Malgré de grandes promesses, les autres maires ne sont cependant pas mieux lotis, la Jordanie souhaitant ralentir son aide financière de façon générale pour mieux tenir les territoires occupés. Cette politique, décidée immédiatement après les élections, se trouve inversée à la fin 1977 date à laquelle la Jordanie tout au contraire augmente son aide accordée aux territoires occupés, y compris aux maires pro-OLP qui acceptent de prendre le chemin de 'Ammân, les déficits de leur municipalités aidant.

La Jordanie étend également ses pressions à d'autres groupes et institutions que les municipalités, Conseil islamique suprême, Chambres de commerce, syndicats,

universités, encourageant quelques personnalités, tel Anwâr al-Khatîb, ancien gouverneur de Jérusalem, 'Alî Ja'barî ou encore Husayn al-Chuyûkhî à prendre publiquement position sur la permanence des liens entre les deux rives du Jourdain, encourageant dans le même mouvement toutes les tentatives de contournement de la représentativité de l'OLP.

Pour la première fois depuis 1967, 'Alî Ja'barî se rend à 'Ammân, plusieurs fois entre la fin 76 et le début 77. Il fait alors des déclarations dans lesquelles il insiste sur les liens entre les deux rives du Jourdain, proclamant que les résolutions du sommet de Rabat ne pouvaient en aucun cas annuler celles du congrès de Jéricho de 1948 qui avait scellé l'unité des deux rives. Il insiste également sur le fait que c'est à la population des territoires occupés et non à l'OLP que revient le droit à se prononcer sur son destin et, dans cette perspective, appelle à la constitution d'un "parti de la terre".

De la même façon, à l'automne 1977, Husayn al-Chuyûkhî, juriste d'Hébron résidant à Ramallâh, prend la tête d'une campagne anti-OLP, dénonçant les pratiques dictatoriales et la corruption du commandement de Yasser Arafat et mettant en cause sa qualité d'unique représentant légitime des Palestiniens ; al-Chuyûkhî revendique le droit pour la population des territoires occupés à participer à la détermination de son destin.

Lors d'une réception donnée par Moshé Dayan, alors ministre des AE, en l'honneur du secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, le 11 août 1977, M<sup>e</sup> 'Azîz Chahâda remet un memorandum appelant à une reconnaissance mutuelle des droits légitimes des Palestiniens et des Israéliens à un Etat et à la souveraineté nationale. Un referendum serait organisé dans les territoires occupés afin de décider librement si la population souhaite « se joindre à la Jordanie » ou « établir son propre Etat palestinien démocratique ». Des relations étroites seraient entretenues entre Israël et l'Etat palestinien proposé. Une souveraineté partagée concernerait Jérusalem, doté de deux municipalités séparées et d'une comité central conjoint. Ce genre de proposition est également le fait de Nihâd Jarallâh, juriste de Jérusalem (1977) ; la visée finale de celui-ci est plus nettement l'établissement d'un Etat palestinien indépendant lié à la Jordanie.

Une autre personnalité pro-jordanienne enfin, qui fera parler d'elle principalement lors de la mise en place de la seule grande structure de collaboration par Israël en 1981, participe également à ce genre de campagne. Ministre jordanien des affaires sociales et du travail de 1970 à 1972, ancien ambassadeur de Jordanie au Koweït, Mustafâ Dudîn revient en Cisjordanie en 1975. Lors de la visite en Israël de Cyrus Vance en août 1977, il remet au secrétaire d'Etat américain un mémorandum rédigé en commun avec le cheikh 'Alî Ja'barî appelant au retour de la Cisjordanie au sein du royaume jordanien. Peu après, Mustafâ Dudîn se joint à l'entreprise de Husayn al-Chuyûkhî, refusant à l'OLP le droit de représenter les intérêts des populations des territoires occupés. Dénonçant la politique israélienne visant à empêcher l'émergence d'un leadership palestinien local, Mustafâ Dudîn profite du voyage d'Anouar al-Sadate à Jérusalem pour encourager Israël à favoriser l'émergence d'un tel leadership dans la perspective de la participation d'une délégation de Cisjordanie à la conférence du Caire ; une fois invité, il refuse cependant de se rendre au Caire (contrairement à Burhân Ja'barî, fils du cheikh 'Alî et à Husayn al-Chuyûkhî), arguant de la nécessaire consultation du gouvernement jordanien.

## **Le Likoud au pouvoir**

L'arrivée au pouvoir du Likoud en 1977 suscite, dans un premier temps, une certaine "libéralisation" de la politique du gouvernement militaire qui souhaite trouver des interlocuteurs afin de mettre en place l'autonomie prévue par les accords de Camp David. La réglementation sur l'importation de fonds de l'étranger est assouplie ; certaines personnalités sont libérées ; les demandes des maires concernant leurs municipalités reçoivent meilleur accueil tandis que la répression se ralentit (suspension des mesures de destruction des maisons des "terroristes", des détentions administratives, des déportations). Au même moment, toute activité politique est interdite aux maires. A partir de 1978, le gouvernement Begin cherche à faire passer dans les faits sa version de l'autonomie selon Camp David. Il se lance dans une accélération du programme de colonisation et tente de briser l'influence de l'OLP. La "libéralisation" a vécu et le gouvernement militaire, par un certain nombre de mesures, travaille à réduire l'autorité des maires aux simples tâches administratives. Certaines de leurs prérogatives en ce domaine leur sont mêmes retirées, tel le droit de regard sur le département de l'éducation, le regroupement familial, les amnisties et les visites aux prisonniers. De nouvelles restrictions mises par l'autorité militaire à l'importation de fonds de l'étranger.

## **L'union contre les accords de Camp David**

La visite de Sadate à Jérusalem et les accords de Camp David sont l'occasion dans les territoires occupés de la mise en place d'une nouvelle structure unitaire dans l'unanimité de la condamnation. Après une période d'hésitation calquée sur l'évolution de la position de la Jordanie, les pro-jordaniens rejettent publiquement les accords comme l'avaient fait immédiatement les nationalistes favorables à l'OLP. Seul Mustafâ Dudîn approuve les accords. 'Azîz Chahâda qui, dans un premier temps les analyse comme un « bon point de départ », revient plus tard sur son appréciation. Certains pro-jordaniens, tout en rejetant les accords maintiendront certaines hésitations. Ilyâs Freij, par exemple, les critique pour leur ambiguïté et les limites posées à l'autodétermination ; insistant sur l'urgence d'une solution, il se montre convaincu de la nécessité de tenir compte de tout nouvel élément sur la scène régionale et internationale. Une telle position sera également tenue par le président de la Chambre de commerce de Naplouse, Zâfir al-Maçrî. En fait, tant la Jordanie que les pro-jordaniens traditionnels ont toujours le projet de royaume arabe uni dans la tête et tout ce qui se rapproche du projet est bon à prendre d'où une certaine appréciation positive des accords de Camp David comme point de départ. Dans ce contexte, la décision jordanienne apparaît plus comme tactique qu'autre chose, n'étant pas sûre de tirer tout le bénéfice escompté s'il elle soutenait ouvertement les accords. De peur de voir la Jordanie devenir partie prenante d'une négociation d'où elle serait exclue, l'OLP décide de s'investir encore plus dans les territoires occupés et de tenter de contrôler un peu plus les initiatives de son leadership en opérant un rapprochement avec le royaume hachémite.

Dans un premier temps, dès le voyage de Jérusalem, les communistes auxquels se joignent les partisans des FDLP et FPLP lancent une initiative pour le rétablissement d'un Front patriotique qui deviendrait le seul instrument politique de l'OLP dans les territoires occupés. Le Fath manifeste alors de la réticence au vu de l'expérience passée et des tendances pro-communistes manifestes du Front ; l'initiative reçoit, au contraire, le soutien des opposants du Fath décidés à limiter son influence dans les territoires. La crainte de voir évoluer la position jordanienne pousse le Fath à accepter de soutenir le projet et d'abandonner celui de former un bureau des territoires occupés situé à l'extérieur. Le CNP de janvier 1979 accepte « le renforcement de la structure du Front patriotique palestinien de l'intérieur » et décide de « lui donner toutes les formes de soutien politique et financier (...) afin de mobiliser les masses de notre peuple de l'intérieur pour affronter l'occupation sioniste ». Malgré cette position de principe, le Fath par la suite fit tout pour contrôler et même limiter les activités du Front.

### **Le Comité d'Orientation Nationale**

L'unanimité contre les accords de Camp David est célébrée dans un grand meeting tenu à Bayt Hanîna (près de Jérusalem) le 1<sup>er</sup> octobre 1978 et se traduit par la constitution d'un nouveau front organisé, le Comité d'Orientation Nationale, groupant les maires des grandes municipalités, ainsi que des universitaires, des syndicalistes, des animateurs de groupements sociaux et des dignitaires religieux. L'éventail politique est représenté dans sa diversité, et parmi les personnalités de premier plan, seuls Rachâd Chawâ et Iyâs Freij sont tenus à l'écart. Le Comité central, élu en novembre 1978, comprend 22 membres, Bassâm Chak'a en étant souvent considéré comme le président. Les personnalités proches de l'aile gauche de l'OLP l'emportent largement ; en effet, bien que le Comité comporte des représentants du Fath, 3 des 4 membres de son comité exécutif proviennent du bureau du Front patriotique, Bassâm Chak'a, Karîm Khalaf et Haydar 'Abd al-Châfi, Fahd al-Qawâsmî représentant le Fath. Contrairement au Front patriotique qui avait choisi la clandestinité, le Comité d'Orientation Nationale opte pour l'action au grand jour <sup>(12)</sup>.

Durant sa première année d'existence, le Comité se montre sûr qu'Israël, en quête d'interlocuteur pour l'autonomie, n'entreprendrait rien contre lui au risque d'encourir la condamnation de l'Égypte et des États-Unis. Il s'active donc ; Bassâm Chak'a et Karîm Khalaf deviennent de véritables figures nationales. Parmi les grands meetings que le Comité organise, celui de Naplouse du 7 novembre 1978 marque le mieux sa capacité de mobilisation et l'unanimité du soutien qui lui est accordé. Le Comité d'Orientation animera ainsi la lutte contre l'occupation jusqu'en mars 1982, date à laquelle il sera mis hors la loi ; ces quelques années seront rythmées par plusieurs insurrections populaires. C'est le Comité, par exemple, qui est à l'origine de l'organisation des manifestations de masse lors de la visite de Jimmy Carter au Proche-Orient en mars 1979 ; c'est encore

---

(12) Nombreux communiqués reproduits in *IDP*, 1978-1982.

avec son soutien que de violentes manifestations ont lieu contre l'extension de la politique de colonisation tout particulièrement à Hébron (mai-juin 1979).

Au début de son fonctionnement les divergences entre Fath et gauche se font à peine sentir. Les activités du comité sont alors tout entières dirigées contre Israël et son plan d'autonomie, contre le traité de paix et la colonisation. En retrait de la scène publique, pourtant, le Comité ne se prive pas de critiquer la politique du Fath et envoie régulièrement des memorandums en ce sens à l'extérieur. Assez rapidement, il prend de l'audace et met à mal les décisions du Fath concernant la conduite de la lutte dans les territoires occupés. Contre l'avis du Fath, par exemple, en novembre 1979 il décide la démission en bloc des maires pour protester contre l'ordre d'expulsion touchant Bassâm Chak'a. Battu, le Fath recule et se trouve contraint de soutenir l'initiative ; un mois plus tard Israël annule l'ordre d'expulsion.

Cet incident fait prendre conscience au Fath des risques que le Comité deviennent l'intermédiaire obligé avec les territoires occupés au détriment de ses liens directs avec ses partisans et dans les limites imposées par les FDLP, FPLP et PCP. Le Fath décide alors de s'attaquer à l'autorité du Comité d'Orientation, de biais et non de front, en passant alliance avec la Jordanie dans le cadre du comité conjoint jordano-palestinien mis en place au sommet arabe de Bagdad et destiné à répartir 150 millions de dollars pour soutenir la résistance à Camp David. Dès les premières réunions de ce comité conjoint, le Comité d'Orientation avait critiqué les représentants de l'OLP qui appartenaient tous au Fath, et les avait accusés de méconnaître la situation réelle des territoires occupés, et même de contribuer au renforcement de la Jordanie sur place et de travailler à leur propre éviction. Début 1980, le Comité d'Orientation encourage l'OLP à quitter le comité conjoint et à faire du Comité d'Orientation Nationale la seule autorité habilitée à distribuer les aides. Le Fath se montre alors décidé à combattre le Comité d'Orientation.

### **La Jordanie et le Fath s'attaquent aux bastions de la gauche**

Le Comité conjoint décide en février 1980 de lever le monopole des municipalités à recevoir ses aides, à charge pour elles de les distribuer par la suite ; dorénavant, ce sera le Comité lui-même qui décidera de la distribution et acheminera directement les fonds aux institutions concernées, court-circuitant ainsi la décision municipale. Israël apportera très rapidement sa contribution à cette politique en interdisant tout simplement le transfert vers les territoires occupés de fonds en provenance du comité conjoint ; l'argent devra arriver directement de 'Ammân, les circuits nationalistes traditionnels étant ainsi complètement contournés.

Le comité conjoint s'attaque tout d'abord au comité exécutif du Conseil de l'éducation supérieure en Cisjordanie, créé en décembre 1977 et dont la majorité des 9 sièges appartient à des personnalités proches du Comité d'Orientation ; en octobre 1980, son président, Gâbî Baramkî de l'université de Bîr Zeit, est obligé de démissionner et se trouve remplacé par Qâ'id 'Abd al-Haqq de l'université de Najâh qui avait précédemment eu des responsabilités dans le cadre du ministère jordanien de l'éducation ; Ilyâs Freij et

Rachâd al-Chawwâ font leur entrée au Conseil au même moment. Des alliances sont également passées entre le Fath et les islamistes dans un combat commun contre la gauche palestinienne. Le comité conjoint accorde également ses aides financières à une nouvelle Fédération des syndicats créée avec des partisans du Fath pour marginaliser la Fédération générale traditionnellement entre les mains des communistes. Le comité s'attaque également à réduire les prérogatives des maires en réouvrant, par exemple, un bureau jordanien des passeports en Cisjordanie (documents jusque là délivrés par les municipalités). Par une étrange convergence politique avec Israël (cf. plus bas), la Jordanie décide également d'encourager le secteur rural, demeuré plus éloigné que les milieux urbains des appels du nationalisme palestinien ; un accueil particulièrement chaleureux est accordé en janvier 1980 à Mustafâ Dufîn, président de la ligue des villages de la région d'Hébron venu à 'Ammân négocier la commercialisation de ses produits agricoles. La Jordanie crée également diverses associations villageoises et coopératives qui court-circuitent l'autorité de Bassâm Chak'a et des maires nationalistes.

### Israël s'attaque aux municipalités

La politique d'intervention minimale dans les affaires civiles des territoires occupés décidée par Moshé Dayan prend fin au tournant des années 80. Dès l'arrivée au pouvoir du Likoud en 1977 mais surtout après la démission en mai 1980 de M. Ezer Weizman de son poste de ministre de la Défense, l'Etat israélien se montre de plus en plus impliqué dans les affaires civiles palestiniennes, ne limitant plus désormais ses interventions au domaine de la sécurité et du maintien de l'ordre mais se montrant également concerné par la lutte contre le nationalisme palestinien, racine alléguée du "terrorisme". A la suite du grand meeting tenu par le Comité d'Orientation Nationale à Naplouse en novembre 1978, les autorités militaires reviennent sur leur politique de "libéralisation", remettant en vigueur la législation jordanienne interdisant aux personnalités municipales de s'engager publiquement dans les domaines politiques. Cette date marque le début d'une période de répression systématique dirigée contre les municipalités et le leadership nationaliste palestinien dont les diverses étapes seront la mise hors la loi du Front Patriotique Palestinien en octobre 1979, la tentative d'expulser Bassâm Chak'a, accusé d'avoir justifié des "attentats terroristes" en novembre 79 et la destitution de maires et la dissolution de municipalités en 1982. C'est aussi le moment où Israël tente de mettre en place un leadership alternatif tant aux nationalistes favorables à l'OLP qu'aux pro-jordaniens.

La première mesure spectaculaire prise à l'encontre du leadership nationaliste détenteur du pouvoir municipal a lieu à la fin de 1979. En novembre, les autorités militaires décident d'arrêter Bassâm Chak'a dans le but de l'expulser. Elles l'accusent d'avoir justifié des "opérations terroristes". Confiants dans leur puissance et solidaires au delà des clivages habituels, 21 maires toutes tendances confondues présentent une démission collective malgré l'opposition de l'OLP tandis qu'un véritable soulèvement populaire se fait jour dans l'ensemble des territoires occupés. Pour l'heure indécises, les

autorités israéliennes reculent. Fidèles en revanche à leur nouvelle ligne politique antimunicipale, elles décident d'ajourner les élections normalement prévues pour avril 1980.

Le 2 mai 1980, une opération qui coute la vie à cinq colons israéliens à Hébron sert de prétexte aux autorités israéliennes pour expulser le maire et le qâdî d'Hébron, Fahd al-Qawâsmî et cheikh Rajab Bayyûd al-Tamîmî, ainsi que le maire de Halhul, Muhammad Milhim. Un mois plus tard exactement, à l'issue du deuil rituel chez les juifs, des tentatives d'assassinats visent les maires de Naplouse, Ramallâh et al-Bîra. Bassâm Chak'a et Karîm Khalaf, qui échappent de justesse à la mort, sont contraints d'aller se faire soigner à l'étranger ; la bombe qui devait tuer Ibrâhîm al-Tawîl est désamorcée. Ainsi privé de quatre de ses plus grandes figures, le Comité d'Orientation Nationale se voit contraint de réduire ses activités, Israël, de son côté, assignant à résidence bon nombre de ses membres.

Avec le retour des maires à la fin 1980, le Comité retrouve de sa pugnacité ; la grève des enseignants exigeant des augmentations du gouvernement militaire lui donne immédiatement l'occasion de manifester sa puissance. Bassâm Chak'a devient le principal organisateur du mouvement et tente avec ses amis de la gauche palestinienne de mettre sur pied un syndicat des enseignants ; la Jordanie se joint à Israël pour faire échouer la tentative.

### **Israël crée une administration civile dans les territoires occupés**

Ariel Sharon, ministre de la Défense dans le nouveau gouvernement Begin d'août 1981, annonce dans un premier temps son intention de mener une politique libérale dans les territoires occupés visant à créer une nouvelle atmosphère propre à mener un dialogue palestino-israélien devant déboucher sur une participation palestinienne à de futures négociations sur l'autonomie. Le ministre se lance dans une série de rencontres avec diverses personnalités dont la plupart rejettent d'ailleurs les idées. Se réclamant de sa lecture des accords de Camp David, Israël promulgue le 8 novembre 1981 le décret militaire n° 947 portant création d'une administration civile en Cisjordanie et à Gaza, qui hérite de charges jusqu'alors assumées par le gouvernement militaire. Le commandement militaire conserve ses prérogatives en matière de sécurité et de maintien de l'ordre tandis que l'administration civile, soumise directement au ministre de la Défense, traite des affaires civiles et des relations avec les habitants. Le colonel de réserve Menahem Milson, professeur de langue et littérature arabes et ancien conseiller aux affaires arabes du commandement militaire de Cisjordanie, en devient le chef, secondé par Yigal Karmon. Selon Milson, la politique de Moshé Dayan basée sur une volonté de normalisation n'a fait que laisser le champ libre à l'OLP ; la nouvelle politique qu'il compte mettre en œuvre visera à saper le nationalisme palestinien par des interventions de l'armée et de lourdes condamnations pénales d'une part, et de l'autre par l'utilisation des forces paysannes qu'il juge "réactionnaires" contre les forces urbaines réputées "révolutionnaires".

## Les ligues de village ou l'échec d'un leadership de rechange

Pour mener à bien l'émergence d'un leadership villageois, Milson mise sur le clan hébronite des Dudîn, Mustafâ Dudîn étant chargé de prendre la direction du mouvement à partir de sa "ligue des villages de la région d'Hébron", qui avait déjà profité des aides israéliennes depuis sa création en 1978 sans toutefois parvenir à prendre de l'ampleur face à l'opposition du clan Ja'barî qui détenait la mairie. En 1981, la ligue, qui comprend 74 cellules villageoises et reçoit 50 % de ses finances du gouvernement militaire, a construit 9 écoles, réalisé la connection au réseau électrique de 5 villages, amené l'eau à 7 villages et réalisé 8 routes. Dudîn bénéficie en outre d'un "pouvoir" administratif, devenu intermédiaire obligé pour toute demande ou projet requérant le permis des autorités militaires. Ariel Sharon nommé ministre de la Défense, plusieurs nouvelles ligues sont fondées, à Ramallah présidée par Yûsuf al-Khatîb, puis à Bethléem présidée par Bichâra Qumsiyya, à Jénine en janvier, une autre à 'Asira al-Shimamiyya (près de Naplouse) en juillet et en août une troisième à Qabatiyya (entre Naplouse et Jénine) <sup>(13)</sup>.

La population manifeste violemment son refus de cette nouvelle politique israélienne et une vague de protestations et de grèves salue la création de l'administration civile. Le 17 novembre 1981, Yûsuf al-Khatîb est tué dans une opération revendiquée par l'OLP ; plusieurs tentatives d'attentats sont organisées contre Mustafâ Dudîn lui-même. Durant l'été, des réactions populaires de rejet se manifestent également dans plusieurs villages ; 25 personnes sont blessées et deux membres des ligues sont tués à Jénine et Jaba". Israël réagit en dotant les ligues d'une milice armée.

## Les ligues et la Jordanie

Malgré ses liens étroits et déjà anciens avec l'administration militaire israélienne, Mustafâ Dudîn bénéficie du soutien de la Jordanie jusqu'en 1982. Il n'hésitera pas cependant à critiquer la politique du Comité conjoint jordano-palestinien et prendra ses distances par rapport à la condamnation jordanienne des accords de Camp David. Ce n'est qu'en mars 1982 que la situation se dégrade brusquement et que le premier ministre Mudar Badrân met les ligues hors la loi, les qualifiant de "collaborateurs" et de "traîtres". Un ultimatum est lancé à leurs membres qui doivent démissionner sous peine de mort et confiscation de tous les biens. Sans doute la Jordanie a-t-elle pris en compte tout à coup les risques qu'une organisation traditionnellement perçue comme favorable à ses vues pouvait lui faire courir par sa collaboration avec l'occupant devenue évidente aux yeux de tous. La mesure, en tout cas, a pris tout le monde par la surprise. Mustafâ Dudîn parle "d'acte de terrorisme" mais s'abstient d'attaques directes contre le roi Hussein et continue à prôner une fédération entre les rives est et ouest du Jourdain. Israël réagit violemment de

---

<sup>(13)</sup> Fuad DUBIN, *Remarks, Comments* (Ministère israélien des affaires étrangères), n° 224, 15 mai 1983, 9 p. ; Yehuda LITANI, "Leaders by proxy", *Haaretz*, 30 novembre 1981, trad. in *Journal of Palestine Studies*, n° 43, printemps 1982, p. 175-178 ; Salim TAMARI, "L'alliance avec Sion, Israël à la recherche d'une base autochtone", *REP*, n° 9, automne 1983, p. 3-15.



son côté, M. Menahem Begin recevant Mustafâ Dudîn. A l'expiration de l'ultimatum en avril, la Jordanie s'abstient de prendre de véritables mesures contre les ligues, quelques centaines de ses membres ayant cependant démissionné.

### Les ligues se fédèrent pour devenir un interlocuteur politique

Suite au retrait de l'OLP de Beyrouth, Ariel Sharon annonce que de nouvelles conditions pour un dialogue avec les représentants de la Cisjordanie sont apparues. Le 25 août, il reçoit une délégation dirigée par Mustafâ Dudîn et accepte la demande de fédération des 7 ligues régionales. Pour Ariel Sharon, les ligues constituent « l'embryon d'administration du gouvernement autonome stipulé par les accords de Camp David ». La "fédération générale des ligues et des associations de village de Cisjordanie" est créée le 1<sup>er</sup> septembre, Dudîn étant élu président. En novembre, des directives de Yigal Karmon visent à neutraliser les notables pro-jordaniens qualifiés de "pro-OLP par dépit" par "l'assistance massive et continue" des autorités israéliennes aux ligues de villages. Elles sont alors dotées d'un budget propre, de milices armées portant uniforme, équipées de véhicules tous terrains et contrôlant des centres de détention, ainsi que d'un organe bimensuel, *al-Mira* (Le Miroir). Les ligues se voient confier la dispense de services importants pour la vie quotidienne non seulement des paysans mais également des citoyens qui doivent adhérer pour y accéder : autorisation de regroupement des familles, permis de voyage vers la Jordanie, permis de conduire, interventions en faveur des détenus, nomination dans l'administration civile, etc. Soulageant ainsi l'occupant de diverses tâches policières et administratives, les ligues contribuent également à mettre en œuvre par leur politique de développement rural les plans israéliens d'intégration et de dépendance des territoires occupés. Malgré ses liens étroits avec les administrations civile et militaire israéliennes, Dudîn prend des positions parfois différentes de la ligne politique israélienne. Ainsi accueille-t-il positivement le plan Reagan et prône-t-il l'interprétation égyptienne de l'autonomie palestinienne plutôt que l'interprétation israélienne. Il n'hésite pas non plus à critiquer la politique israélienne en matière de colonisation.

Fin 1982, les ligues manifestent de plus en plus leur désir de se constituer en mouvement politique. Pour la première fois (et la dernière), elles organisent un meeting à Hébron le 12 novembre 1982, au cours duquel Dudîn reconnaît Israël en tant que voisin et appelle à une reconnaissance mutuelle d'Israël et des Etats arabes ; il rappelle le rôle central que doivent tenir les habitants des territoires occupés dans toute négociation et réitère sa foi dans la coopération et l'unité avec la Jordanie. En février 1983, une nouvelle ligue est créée dans la région de Tulkarm, la fédération revendiquant alors entre 50 et 70.000 adhésions. Les ligues font cependant toujours l'objet de résistance de la part de la population (le 7 novembre 1982, l'un des responsables de la ligue de Naplouse est tué et plusieurs membres sont blessés ; le 1<sup>er</sup> avril 1983, le chef de la branche d'al-Farîha est tué et des tentatives d'assassinat sont menées contre Jamîl al-'Umla, chef de la ligue d'Hébron, le 30 septembre 1982 et Riyâd al-Khatîb fils de Yusuf, le 8 janvier 1983). Malgré les prises de positions en faveur de la Jordanie de Dudîn, les pro-Jordaniens poursuivent leur boycottage des ligues et maintiennent leurs condamnations. En mars

1983, trois sentences à des peines de prison sont même prononcées par contumace par la cour martiale jordanienne contre des membres des ligues.

### L'abandon des ligues par Israël

La politique israélienne en matière de ligues de villages change radicalement en 1982-83. Le remplacement d'Ariel Sharon le 1<sup>er</sup> mars 1983 par Moshé Arens, la nomination de Shlomo Ilya au poste de chef de l'administration civile et de Binyamin Ben Eliezer à celui de coordinateur des affaires de Cisjordanie et de Gaza vont déboucher sur l'abandon de la politique de soutien aux ligues au profit d'un dialogue avec des éléments urbains jugés plus représentatifs, en fait les pro-jordaniens auxquels se joindront quelques partisans du Fath. Israël prenait ainsi conscience de son échec à mettre en place une structure active de collaboration, les ligues n'étant parvenues à recruter leurs membres qu'au sein des marginaux du monde rural et de la pègre (certains seront d'ailleurs mêlés à plusieurs coups de main plus ou moins crapuleux et basses provocations, ensuite condamnés par des tribunaux israéliens).

Les ligues vont également connaître un affaiblissement dû à une crise interne. Des luttes apparaissent en effet entre Mustafâ Dudîn et Muhammad Naçr, président de la ligue d'Hébron. Naçr, qui a mis la main sur le périodique *al-Mira'* s'en prend à Dudîn et à ses positions jugées par trop pro-jordanien. Il défend quant à lui l'idée d'un Etat palestinien indépendant dirigé par les seuls habitants des territoires occupés et veut transformer à cet effet les ligues en un parti politique qui s'appellerait "Mouvement démocratique pour la paix". En février 1983, juste avant l'ouverture du CNP, il demande aux autorités israéliennes le permis de tenir un meeting de fondation, soumettant le brouillon d'une "charte nationale pour la paix".

Israël rejette la demande de Naçr. Le 28 février, il est démis de son poste par Shlomo Ilya qui nomme à sa place Jamîl al-'Umla. Le chef de l'administration civile fait ensuite arrêter Muhammad Naçr et le fait condamner pour détournements de fonds et arrestations arbitraires tandis qu'il désarme ses milices. Toute une série d'autres mesures visent ensuite à restreindre les activités des ligues à un simple niveau local ; elles perdent leur position d'intermédiaire obligé entre la population et les autorités israéliennes, les demandes de financement de projets villageois pouvant dorénavant être directement soumises à l'administration civile.

En août, Dudîn lance sa propre tentative de formation d'un parti politique, publiant sa version de la charte pour un mouvement démocratique pour la paix. La Jordanie, comme l'OLP, dénonce les auteurs du texte tandis qu'Israël se refuse à soutenir l'initiative. Le colonel Benyamin Ben Eliezer, chargé de la liquidation des ligues, leur coupe les vivres, conduisant le 4 septembre 1983 Dudîn et ses proches à la démission. La Jordanie, à cette époque, semble pourtant esquisser un rapprochement avec les ligues, suspendant ses condamnations du mouvement et appelant ses membres à stopper leurs activités pour rejoindre les rangs des pro-jordaniens traditionnels. Certains de ceux-ci participent d'ailleurs à des délégations de félicitation lors de la nomination d'Ahmad 'Ubaydât au poste de premier ministre.

Malgré le soutien de Menahem Milson venu à Hébron le 19 novembre appeler à la création d'un "parti de la paix" sous l'égide de Muhammad Naçr, les ligues sont formellement dissoutes le 10 mars 1984 par les autorités militaires. Les six dirigeants locaux avaient décidé peu auparavant de suspendre leurs activités politiques pour se consacrer exclusivement aux projets de développement des villages. L'abandon des ligues par Israël se traduit encore en juin 1984 par l'arrestation de Bichâra Qumsiyya, président de la ligue de Bethléem, et de ses fils, accusés d'avoir tenté d'assassiner Ilyâs Freij. Les dernières armes restant entre les mains des ligues sont alors confisquées. Une éphémère tentative de résurrection, plus ou moins concertée des milieux pro-jordanien, apparaît en septembre 1987 mais demeure sans suite.

### L'irruption de l'activisme islamique

Durant les dix premières années de l'occupation, l'islam fait peu parler de lui. Seule structure religieuse officielle, le Conseil Islamique suprême mis en place dès le lendemain de la guerre s'est rapidement aligné sur la politique jordanienne. L'association des Frères musulmans, apparue dans la région dans la seconde moitié des années quarante avait bénéficié de la clémence de la couronne hachémite ; ses membres ne font plus parler d'eux, plus ou moins intégrés aux diverses associations liées au Conseil. Le parti de la libération islamique, traqué depuis sa fondation par le cheikh Nabahânî se retire de la lutte.

Une nouvelle étape commence à la fin des années soixante-dix avec l'apparition soudaine d'un activisme religieux diffus. L'appel à la réislamisation de la société palestinienne comme étape nécessaire sur le chemin de la libération prend le plus souvent la forme de la lutte contre la gauche nationaliste. La première grande manifestation publique de ce renouveau islamique a lieu dans les universités. En novembre 1979 lors des élections au conseil des étudiants de Bîr Zeit (N. de Jérusalem), une liste religieuse emporte 43 % des suffrages face à une liste nationaliste unie. Paradoxalement, seule la liste religieuse comporte quelques chrétiens et adopte le slogan: "la mosquée et l'église contre les incroyants". Ce n'est que l'année suivante qu'elle prend l'étiquette islamique ; son score s'établira désormais entre 25 et 45 % des voix exprimées. Les autres universités des territoires occupés connaissent le même raz-de-marée des listes islamiques. A l'université Najâh de Naplouse, le bloc islamique emporte l'ensemble des sièges moins un du conseil étudiant en 1979-80, 5 des 11 sièges en 1980-81 et la totalité des sièges en 1981-82, son score s'établissant ensuite aux alentours de 30-40 %. L'université islamique de Gaza, quant à elle, connaît depuis sa fondation, un conseil des étudiants issu exclusivement du bloc islamique.

Fort de ses victoires électorales estudiantines, le courant islamiste se lance dans la lutte contre la gauche nationaliste, tout particulièrement communiste. Du 7 au 9 janvier 1980, de véritables émeutes embrasent Gaza, prenant pour cible principale le siège du Croissant rouge, dont le conseil d'administration vient de passer entre les mains de nationalistes de gauche regroupés autour de Haydar 'Abd al-Chafî ; au même moment, l'OLP mène une action visant à prendre le contrôle du collège al-Azhâr. Un certain

nombre de cafés et de cinémas sont dévastés sur le chemin de la foule en colère. "La jeunesse du combat musulman" accuse dans un tract les communistes de Cisjordanie et de la bande de Gaza de « coopérer » afin de prendre « le contrôle des institutions nationales par la fourberie et le mensonge, avec un mépris affiché pour les valeurs de la foi islamique ». Le siège du Croissant rouge est saccagé puis incendié <sup>(14)</sup>.

A la fin de 1982, une lutte s'engage à propos du renvoi de 4 enseignants de gauche entre d'une part le syndicat des enseignants de l'université Najâh de Naplouse, dominé par le courant favorable à l'OLP et soutenu par Bassâm Chak'a, et d'autre part le président du conseil d'administration de l'université, M. Hikmat al-Maqrî, appuyé par le conseil des étudiants, entièrement entre les mains du bloc islamique. Le 9 janvier 1983, après une semaine de fermeture décrétée par l'administration de l'université, le conseil des étudiants lance une "chasse aux ennemis de Dieu". L'un des animateurs du syndicat est défenestré et on relève une vingtaine de blessés. Quelques jours plus tard, d'autres bagarres entre islamistes et forces de gauche éclatent sur le campus de l'institut polytechnique d'Hébron ainsi qu'à Gaza.

Un autre conflit syndical dégénère en 1983. Au mois de mai, l'administration de l'université islamique de Gaza refuse de reconnaître le syndicat du personnel nouvellement créé à l'instigation des proches de l'OLP. Une grève est observée durant trois semaines. Le 31 mai, les islamistes, aidés des vigiles de l'université, attaquent les grévistes ; on relève une quinzaine de blessés tant parmi les étudiants que parmi les professeurs. Plusieurs bagarres tout aussi violentes se déclarent les jours suivants. Le 4 juin, des islamistes de Gaza et d'Hébron se rendent à Bîr Zeit ; se joignant à leurs collègues sur place, ils s'en prennent aux nationalistes qui commémorent l'anniversaire de la guerre de 67 et de l'invasion du Liban en 1982. Le sang coule une fois de plus ; 70 personnes sont blessées et une partie du campus est saccagée. Des slogans confessionnels sont lancés contre la direction chrétienne de l'université, jugée coupable — entre autres "délis" — d'avoir récemment toléré un concert rock sur le campus.

A côté de ces activités politiques spectaculaires, les organisations islamiques, fidèles à la "stratégie" traditionnelle des Frères musulmans, travaillent à pénétrer et structurer la vie quotidienne des gens, tout particulièrement dans leurs fiefs universitaires, mêlant activités sociales, prédication et réforme morale. Dans ses écrits, ce courant prétend faire de l'islam une alternative idéologique, politique et militaire au modèle de lutte proposé par l'OLP, les Etats arabes et la communauté internationale. Au nom de la foi, il préconise le renversement des gouvernements arabes et l'instauration de régimes islamiques, seuls capables de renverser Israël et le sionisme, instruments de l'occident dans sa volonté de destruction de l'islam. Malgré ce discours maximaliste cependant, le mouvement joue de toutes les ambiguïtés ; face à Israël, il bénéficie d'une certaine impunité ; dans les conflits syndicaux, il s'allie aux pro-jordaniens.

\*

---

(14) Jean-François LEGRAIN, "Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël", *Revue Française de Science Politique*, avril 1986, p. 227-247 ; Alain NAVARRO, "Palestine : l'expansion islamiste", *Les Cahiers de l'Orient*, n° 7, 3<sup>e</sup> trim. 1987, p. 51-66.

## C — L'ISRAELO-JORDANIE PAR IMPUISSANCE, 1982-1987

### Les municipalités reçoivent le coup de grâce

Une fois créée, l'administration civile poursuit l'œuvre déjà entamée d'éradication du nationalisme palestinien de ses bases urbaines. Le 11 mars 1982, Ariel Sharon met le Comité d'Orientation Nationale hors la loi. Le 18 mars, arguant du refus des maires de coopérer avec elle, l'administration civile démet Ibrâhîm al-Tawîl de son poste de maire d'al-Bîra et dissout le conseil municipal. Le 30 avril, vient le tour de Wahîd Hamdallâh, plusieurs fois arrêté les semaines précédentes avec son collègue de Qalqilya, démis de sa mairie de 'Anabta. Tandis que se développent des manifestations de masses en Cisjordanie, l'administration civile poursuit sa politique. Le 25 mars, Milson démet Karîm Khalaf et Bassâm Chak'a, les assignant à domicile. Fin mai, Israël n'ayant pu trouver de remplaçants palestiniens nomme des Israéliens faisant fonction de maires tandis que les municipalités se mettent en grève partielle. Devant la permanence de leur refus de coopérer, Israël prend de nouvelles mesures : le 15 juin, l'administration dissout les conseils municipaux de Naplouse et de Dûra dont elle dépose le maire (le frère de Mustafâ Dudîn est nommé à sa place) ; sont ensuite dissoutes les municipalités de Jénine (6 juillet), Dayr Dibwân (11 juillet) et Qalqilya (26 juillet), leurs maires étant déposés ; vient enfin le tour de Rachâd al-Chawwâ, maire de Gaza, déposé le 11 juillet. Un an plus tard, le 7 juillet 1983, Muçtafâ Natcha, maire par intérim d'Hébron, est lui aussi démis de ses fonctions et le conseil municipal dissout à la suite de la mort d'un colon, poignardé en plein centre d'Hébron. La disparition du leadership municipal et l'accroissement de la répression conformément aux directives de Raphaël Eytan n'empêchent pas les territoires occupés de se soulever à l'automne 82 et au printemps 83 à la suite des massacres de Sabra et Chatila et lors de la visite de Jimmy Carter ; le jet de pierres par les lycéens et les enfants contre les véhicules israéliens devient la manifestation quotidienne de la résistance à l'occupation. La mise hors la loi du Comité d'Orientation cependant a marqué la fin de la résistance nationaliste organisée en une structure stable. Les tenants d'une politique radicale ont été marginalisés. Les réajustements des rapports de force au sein de l'OLP et entre l'OLP, la Jordanie et le reste du monde arabe après la sortie de Beyrouth vont favoriser le retour en force des pro-jordaniens traditionnels et l'émergence d'un nouveau groupe de "modérés".

### La Jordanie réapparaît sous des traits plus jeunes

Parallèlement à sa lutte anti-OLP et ses encouragements à l'émergence d'un nouveau leadership rural, l'administration civile engage un processus de soutien aux Chambres de commerce et aux départements de l'agriculture, de la santé et de l'éducation, traditionnellement pro-jordaniens. Le retour en Cisjordanie de Nadîm Zarû, ancien maire de Ramallâh, expulsé en 1968, plusieurs fois ministre dans des cabinets jordaniens est un

autre signe de cette politique pro-jordanienne ; à Naplouse, elle est marquée par la multiplication des rencontres entre les autorités et les membres de la famille al-Maçrî, Hikmat, ancien président de la Chambre jordanienne et président du conseil d'administration de l'université al-Najâh, ainsi que Zâfir, président de la Chambre de commerce.

La nomination de Ben Eliezer qui marque la rupture avec l'encouragement accordé aux ligues, est l'occasion d'un renforcement de cette politique de contacts et de soutien aux milieux pro-jordaniens. Ceux-ci entre temps ont évolué et une nouvelle génération est en train de se mettre en place. Faisant preuve d'une certaine flexibilité vis à vis des autorités israéliennes à l'image du mode de comportement des vieux notables pro-jordaniens, elle se montre cependant plus large politiquement que le vieil establishment pro-jordanien, groupant tout à la fois des pro-jordaniens convaincus mais également des partisans de la droite du Fath. Outre les notables habituels (Ilyâs Freij, Rachâd al-Chawwâ), y coopèrent des gens plus jeunes (Fâ'iz Abû Rahma, Hannâ Siniora, Zâfir al-Maçrî, Sârî Nuçayba) issus de groupes sociaux plus ouverts et plus modernes que par le passé, universitaires, journalistes, membres des professions libérales, industriels et commerçants. Certains parlent de "modérés", d'autres de "pragmatiques" (15).

L'idée de trouver dans ce vivier des successeurs aux maires israéliens nommés dans les municipalités des territoires occupés fait son chemin tant en Israël qu'en Jordanie. Dès le mois d'octobre 82, Shimon Pérès, président du parti travailliste, rencontre un groupe d'une quinzaine de jeunes, membres des professions libérales, industriels et commerçants de la région de Naplouse. La délégation dirigée par Bâsil Kan'ân, fils d'un ancien maire, déclare dans un communiqué que ses membres soutiennent l'idée d'une reconnaissance mutuelle et souhaitent, sans prendre parti, soit la création d'un Etat palestinien indépendant soit une fédération jordano-palestinienne. Kan'ân fait ensuite le voyage de 'Ammân pour rendre compte. Le groupe annonce plus tard qu'il ne renouvellera pas ce genre de rencontres, diverses menaces et pressions ayant semble-t-il été exercées sur des membres du groupe.

### Les hésitations de l'OLP

Cette nouvelle élite profite des suites de l'évacuation de Beyrouth et des dissensions de l'OLP (qui, par sursaut nationaliste, suscitent un front anti-syrien dans les territoires occupés), de la proposition du plan Reagan et de l'amorce du dialogue jordano-palestinien pour s'afficher sur la scène publique. La visite de Yasser 'Arafat à 'Ammân le 9 octobre 1982 est lue comme un signe d'encouragement à ses activités. Dès le mois de novembre, Ilyâs Freij, Rachâd al-Chawwâ, Anwâr al-Khatîb, Hikmat al-Maçrî et Nadîm Zarû relancent, après un voyage à 'Ammân, leurs propositions dans lesquelles ils affirment le droit des Palestiniens à « déterminer leur avenir politique » et la reconnaissance de l'OLP comme "leur représentant", le soutien au rapprochement jordano-palestinien et un appel

(15) Emile SAHLIEH, "The West bank Pragmatic Elite : the Uncertain Future", *JPS*, n° 60, été 1986, p. 34-45.

adressé à l'OLP à reconnaître les résolutions 242 et 338, le soutien au plan de Fès et aux "éléments positifs" du plan Reagan, l'appel à une reconnaissance mutuelle et simultanée entre Israël et l'OLP. Les réactions négatives ne se font pas attendre. L'OLP accuse les signataires qui ont négligé de la qualifier de l'expression traditionnelle d'unique représentant légitime du peuple palestinien de vouloir s'ériger en leadership autonome et de vouloir habiliter le roi Hussein à négocier. Devant cette opposition, le texte est amendé, les clauses sur le plan Reagan, la référence aux seules résolutions du conseil de sécurité et celle où les habitants des territoires occupés figurent en tant que "partie essentielle" du processus de paix disparaissant. Dans la nouvelle mouture, la reconnaissance mutuelle est liée à la réalisation de toutes les résolutions pertinentes de l'ONU. La négociation des amendements suscite tant de frictions entre les signataires que l'initiative est abandonnée en l'état ; elle réapparaîtra sous des formes plus ou moins identiques dans les années à venir.

### **Les dissensions touchent les municipalités**

Si certains, à ce moment, avaient pu croire à une victoire de l'OLP, elle fut de courte durée. Très vite apparaît en pleine clarté la désunion au sein même des institutions municipales ou de qu'il en restait à l'occasion du débat sur la nécessité de poursuivre la grève des municipalités et le boycottage de l'administration civile, causes de disfonctionnement accru de la vie quotidienne dans les villes. Pour l'aile gauche de l'OLP, toute reprise du fonctionnement "normal" des municipalités en l'absence de leur maire régulièrement élu constituerait un acte de trahison. Une douzaine de communes cependant reprennent peu à peu le travail tandis qu'Ilyâs Freij n'hésite pas à démettre son adjoint proche des communistes, Georges Hazbûn, personnalité éminente de l'ex-Comité d'Orientation Nationale et à le remplacer par un pro-jordanien notoire. A Naplouse, la Chambre de commerce présidée par Zâfir al-Maçrî se plaint de plus en plus du radicalisme de la municipalité et de son maire, cause de la paralysie économique de toute la région. Elle appelle périodiquement au retour d'un maire palestinien exerçant normalement ses fonctions. En mai 1983, certains maires encore en fonction et connus comme pro-jordanien décident même de rompre le consensus sur le boycottage de l'administration civile, source de leurs difficultés financières ; Hannâ al-Attrache maire de Bayt Sahûr, Ilyâs Freij et Hasan al-Zayr maire de Salfit rencontrent Shlomo Ilya. Pendant ce temps, la lutte entre Fath et gauche palestinienne s'accroît tant au niveau des organisations de jeunesse que des syndicats et des universités.

L'arrêt des négociations jordano-palestiniennes en avril 1983 est durement ressenti par ce nouveau groupe. Une fois de plus, Israël entre dans le jeu : toute tentative de réactivation d'un Front Patriotique ou d'un Comité d'Orientation Nationale fait l'objet de mises en garde répétées et d'obstacles (assignation à résidence, censure, etc.). En juin 1984, Shmuel Goren, nouveau coordinateur des affaires de Cisjordanie annonce son intention de nommer des maires palestiniens en remplacement des maires israéliens désignés ; c'est alors le signal donné à la Jordanie.

### **La signature de l'accord jordano-palestinien (février 1985)**

La lutte commune contre les accords de Camp David à partir de 1978, la nécessité de se démarquer de la politique syrienne au Liban dirigée contre la présence palestinienne et le contexte international poussant à une solution négociée de la question palestinienne dans le cadre d'une conférence internationale de paix poussent le Fath, majoritaire dans l'OLP, et la Jordanie à ré-engager le dialogue et à se réconcilier. L'accord jordano-palestinien du 11 février 1985 concrétise cette volonté politique au prix d'un éclatement des rangs palestiniens.

A l'intérieur des territoires, cette décision est sévèrement critiquée. Ni les pro-jordaniens ni les partisans du Fath n'insistent sur la nécessité de la formation d'un Etat palestinien indépendant mais acceptent le concept de confédération jordano-palestinienne. Côté palestinien, deux membres de cette nouvelle élite des territoires occupés se trouvent désignés pour participer à une éventuelle délégation jordano-palestinienne (il n'est plus question de représentation indépendante de l'OLP) chargée de participer à une conférence internationale, Hannâ Siniora et Fâ'iz Abû Rahma. Tous deux proclament que l'option militaire est dépassée et que le temps arrive pour un processus politique qui devrait s'engager par une reconnaissance mutuelle et simultanée d'Israël et de l'OLP. Le groupe pro-jordanien-Fath prend un certain nombre d'initiatives, rencontres entre Palestiniens et Israéliens "du camp de la paix", condamnations de diverses opérations de l'OLP à l'extérieur etc.

### **L'abrogation de l'accord jordano-palestinien**

En prenant l'initiative de rompre le 19 février 1986 l'accord conclu avec l'OLP un an auparavant, le roi Hussein ne fait que retrouver le vieux processus de marginalisation de l'OLP dès que la situation le lui permet. Une nouvelle fois, des mesures de rétorsions à l'égard des nationalistes de l'OLP sont prises aux frontières du Jourdain et en Jordanie même tandis qu'une nouvelle politique de faveur aux pro-jordaniens est mise en place dans les territoires occupés avec l'assentiment des Israéliens par le biais du plan quinquennal de développement des territoires occupés promulgué durant l'été 86. La rupture est entérinée par le parlement jordanien (où siègent des "députés" de Cisjordanie désignés par la couronne hachémite et ou cooptés par les députés de Transjordanie), tandis qu'un certain nombre de mesures anti-palestiniennes sont prises (fermeture en juillet des permanences de l'OLP en Jordanie, expulsion d'Abû Jihâd, soutien accordé au "mouvement de redressement d'Abû Za'im, établissement d'une liste noire de journalistes, syndicalistes et autres nationalistes interdits de séjour en Jordanie ou appelés à connaître diverses mesures vexatoires, interrogatoires et emprisonnement, règlements discriminatoires à l'égard d'un certain nombre de produits des territoires occupés à destination du monde arabe).



## La main-mise jordanienne sur la Cisjordanie

Corollaire de cette politique, les pro-jordaniens, à nouveau, bénéficient du quasi monopole des aides financières, avec l'assentiment d'Israël. Le 17 septembre 1986, la Cairo-Amman Bank, ancienne banque égypto-jordanienne passée sous contrôle jordano-israélien obtient l'autorisation d'ouvrir une agence à Naplouse, tenant ainsi une place pivot dans la réalisation du plan quinquennal jordanien.

Parallèlement à ces décisions économiques, une décision politique intervient d'un commun accord entre Israël et la Jordanie : la nomination de personnalités pro-jordanienne à la tête des municipalités palestiniennes. Une premier pas est fait en décembre 1985 avec la nomination de Zâfir al-Maçrî à la mairie de Naplouse ; Yasser Arafat avait alors donné un aval discret à cette décision. L'assassinat du nouveau maire, revendiqué par le FPLP en mars 1986, est suivi d'une vaste manifestation nationaliste lors des obsèques, l'OLP se trouvant acclamée et le roi Hussein conspué. Malgré cela, après une période d'hésitation, le processus se poursuit et trois notables pro-jordaniens, de second rang cependant, acceptent en septembre 1986 les postes de maire, 'Abd al-Majîd Zîr à Hébron, Khalîl Mûsâ Khalîl à Ramallâh et Muçtafâ al-Tawîl à al-Bîra. Cette décision entraîne cette fois la condamnation officielle de l'OLP.

Au même moment, des mesures israéliennes sont prises contre divers organes nationalistes. *Al-Darb* (proche du FDLP), *al-Mûhâq* (proche du FPLP) et *al-'Ahd* (FPLP) sont fermés ; le rédacteur en chef d'*al-Cha'b* est expulsé tandis qu'un nouveau périodique, *al-Nahâr*, proche de la Jordanie, voit le jour, *al-Quds* ayant abandonné sa position pro-jordanienne traditionnelle.

Affaibli par les coups de boutoir extérieurs, par les dissensions et les hésitations politiques, l'OLP ne parvient plus à se donner une structure efficace à l'intérieur. D'un commun accord avec Israël, la Jordanie réinvestit les structures politiques et redynamise ses réseaux économiques sans bénéficier pour autant du soutien populaire. Sous un mode non structuré et critique, la population fait largement allégeance à l'OLP. Le rejet de l'occupation et du statu quo israélo-jordanien se manifeste par des soulèvements populaires de plus en plus fréquents, très largement spontanés. Une fraction des islamistes, abandonnant leur attentisme en vient même à préconiser le jihâd armé contre l'occupant, menant un certain nombre d'opérations militaires depuis octobre 1986.

\*

Au terme de cette étude, il convient d'aborder la situation présente avec les affrontements sanglants entre manifestants désarmés et armée israélienne qui ont fait déjà plus d'une quarantaine de morts en six semaines<sup>(16)</sup>. La population palestinienne me semble être parvenue à un tournant de son histoire sous occupation que je caractériserai tant par le vide politique institutionnel que par la sanction par les enfants de l'occupation

(16) Voir Jean-François LEGRAIN, "Les islamistes palestiniens à l'épreuve du soulèvement", à paraître in *Maghreb-Machrek*, juillet-septembre 1988 (80 p. dact.).

de la nécessaire réorientation des vingt dernières années de lutte de libération nationale. Les élites politiques de tous bords apparaissent tout à coup comme dépassées et impuissantes devant la montée d'un rejet en bloc de l'occupation et d'un processus diplomatique négocié perçu comme compromission et impuissance élevés en principe. L'ampleur du phénomène, pourtant précédé de soubresauts de plus en plus fréquents et significatifs, a pris de court tant les Etats que l'OLP elle-même ; le fait qu'il ait fallu attendre plus d'un mois pour que les "institutions nationales" proches de la centrale palestinienne publient une plate-forme revendicative en est l'un des signes.

Les médiations politiques ayant été détruites, le social brut a ressurgi dans un radicalisme insurrectionnel. Ce vide politique est un fruit israélien autant que palestinien et arabe. Dans son refus entêté à reconnaître l'OLP comme interlocuteur et par la permanence de sa politique d'encouragement accordé à un leadership pro-jordanien coupé des masses, Israël, en ce qui le concerne, a écarté de toute autorité publique le seul leadership réellement représentatif. Mais ce vide politique sanctionne également l'échec arabe et palestinien à mener la lutte de libération nationale à son terme ; paralysée par ses dissensions internes et les suspicions entre Palestiniens de l'intérieur et Palestiniens de l'extérieur, l'OLP a elle aussi contribué à l'effondrement et à la marginalisation de bon nombre de ses partisans dans les territoires occupés. La Jordanie, quant à elle, n'a cherché qu'à tirer profit des faiblesses de l'OLP et des faveurs israéliennes par le truchement de ses partisans liés aux notabilités traditionnelles.

Un constat d'échec des politiques de ces Etats et mouvements a été dressé dès la fin des années soixante-dix par des groupuscules palestiniens qui ont ensuite pris de l'ampleur. Ils en ont fait le procès en brandissant l'islam comme une alternative idéologique, politique et militaire. Les islamistes, par leur langue abrupte, sûre d'elle-même et éloignée des finasseries de la diplomatie, ont pu rencontrer dans certains cas les exigences de la nouvelle génération nationaliste, plus radicale que ses aînés. Ils ne sont cependant pas parvenus à prendre la direction du mouvement. Il ne s'agit pas, à l'heure actuelle et sous cette forme, de trouver une solution à la question palestinienne, de soutenir un processus ou une politique. Il s'agit avant tout, pour les enfants de l'occupation, de manifester le refus global et absolu de la poursuite de l'occupation, ainsi que l'aspiration à la libération totale, à n'importe quel prix, et à la disparition de la puissance occupante. Cette jeune génération qui, depuis cinq ou six ans déjà, se manifestait individuellement par des jets de pierres contre des véhicules israéliens, se retrouve maintenant collectivement face aux forces armées d'occupation, se réclamant de l'islam et de l'identité nationale palestinienne tout à la fois, à distance cependant des organisations qui avaient trop vite cru les confisquer.

